

Aingeray
Andilly
Ansauville
Avrainville
Bicqueley
Bois-de-Haye
Boucq
Bouvron
Bruley
Charmes-la-Côte
Chaudeney-sur-Moselle
Choloy-Ménillot
Domèvre-en-Haye
Domgermain
Dommartin-lès-Toul
Écrouves
Fontenoy s/Moselle
Francheville
Foug
Gondreville
Grosrouvres
Gye
Jaillon
Lagny
Laneuveville-derrière-Foug
Lay-Saint-Remy
Lucey
Manoncourt-en-Woëvre
Manonville
Ménil-la-Tour
Minorville
Noviant-aux-Prés
Pagney-derrière-Barine
Pierre-la-Treiche
Royaumeix
Sanzey
Toul
Tremblecourt
Trondes
Villey-le-Sec
Villey-Saint-Etienne

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

PREAMBULE

Le présent rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2023 traduit une nouvelle fois la persévérance de la Communauté de Communes Terres Toulaises dans les actions menées pour favoriser le développement économique et l'attractivité du territoire.

Il témoigne également de notre attention particulière sur la qualité du cadre de vie et les questions de transition écologique, qui s'invitent aujourd'hui dans quasiment toutes les politiques publiques.

Enfin, il met en valeur le lien de proximité et de solidarité tissé avec les communes, composante essentielle de la force de notre territoire.

Nous nous trouvons dans un contexte inédit d'augmentation des coûts mais, grâce à une santé financière assez solide, la communauté de communes poursuit sa route ambitieuse et volontariste. En investissant pour ce territoire, ses communes, ses entreprises et ses habitants, la communauté est au cœur de son rôle.

Nous pouvons en être fiers, mais il faut rester vigilant et lucide sur notre situation financière, tout particulièrement celle des budgets annexes eau, assainissement et déchets ménagers, qui sont particulièrement impactés par le contexte inflationniste et le niveau des charges à supporter, en fonctionnement comme en investissement.

Ce rapport veut vous apporter un maximum d'éclairages et de mises en perspective, pour susciter au sein de l'assemblée communautaire un débat ouvert et constructif.

Fabrice CHARTREUX

Président de la CC2T

Conformément aux dispositions de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le débat d'orientation budgétaire doit avoir lieu dans un délai maximal de deux mois avant l'examen du budget, prévu cette année lors du Conseil Communautaire du 6 avril 2023.

Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel. Il doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

Table des matières

1/ ELEMENTS DE CONTEXTE	5
A / AU PLAN NATIONAL	5
B / AU PLAN LOCAL : LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE	6
2/ LES PRINCIPALES ORIENTATIONS POUR 2023	9
A/ CONFORTER ET POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU TERRITOIRE	9
1) Poursuivre la requalification du Parc de Haye	9
2) Investir le développement du Parc de Loisirs de la Forêt de Haye	9
3) Améliorer l'accès au Pôle Jeanne d'Arc et au site de l'ex-CHU	10
4) Anticiper le devenir de la future friche militaire de Domgermain	10
5) Accompagner la requalification du site de la Rochotte de Pierre-la-Treiche	11
B/ AGIR POUR L'AMENAGEMENT HARMONIEUX ET DURABLE DU TERRITOIRE	12
1) Finalisation du PLUiH	12
2) Réalisation du Pôle d'échange multimodal en gare de Toul	12
3) Mise en œuvre d'un schéma vélo cohérent et incitatif	13
4) Entretien et aménager les vélos-routes voies vertes	13
5) Contribution au désengorgement de l'A31/A33	13
C/ CONDUIRE UNE POLITIQUE VOLONTARISTE ET QUALITATIVE D'ADAPTATION DES SERVICES PUBLICS	14
1) Extension du centre aquatique Ovide	14
2) Requalification de la base nautique	14
3) Restructuration des bâtiments techniques communautaires	15
4) Relocalisation du Relais Parents-enfants	16
5) Accueil d'un établissement public INSERRE	17
D/ POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE : EXIGENCE ET PRAGMATISME	18
1) Programmes du cycle de l'eau (eau-assainissement GEMAPI)	18
2) Poursuite du Plan Climat Air Energie Territorial	19
3) Déchets ménagers : des choix ambitieux, difficiles et responsables	19
E/ LIEN COMMUNES-COMMUNAUTE : LE CHOIX DE LA PROXIMITE ET DE LA SOLIDARITE	20
1) Actions du schéma de mutualisation	20
2) Poursuite du Pacte financier et fiscal	21
3) Rencontres territorialisées au sein de la communauté : bilan et perspectives	21
F/ CONTRIBUER AU RAYONNEMENT DU TERRITOIRE	22
1) Soutien au milieu associatif et à la coopération décentralisée	22
2) Relations avec les collectivités voisines	22
G/ TABLEAU DE BORD DES PRINCIPALES OPERATIONS 2023	24
3/ LES FINANCES DE LA COMMUNAUTE	29
A/ LES RESULTATS COMPTABLES POUR L'ANNEE 2022	29
B/ LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA COMMUNAUTE	

Mis en ligne le 06/03/2023 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC21 du 06/03/2023 3

REÇU EN PREFECTURE

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

C/ LA GESTION DE LA DETTE	31
D/ LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE	32
<i>La fiscalité</i>	32
<i>Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)</i>	32
<i>Les dotations et subventions perçues</i>	33
<i>Les redevances et diverses recettes</i>	33
E/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE	34
<i>Les dépenses de personnel</i>	34
F/ BALANCES GENERALES DE FONCTIONNEMENT	36
ANNEXE 1 – TABLEAU DES EFFECTIFS AU 1^{ER} JANVIER 2023 (EMPLOIS PERMANENTS)	37

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

REÇU EN PREFECTURE

Rapport d'orientation budgétaire de la CC21 page 4 le 06/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

1/ ELEMENTS DE CONTEXTE

A / AU PLAN NATIONAL

Après l'épidémie de Covid-19, le conflit en Ukraine a entraîné une crise énergétique qui s'est ajoutée aux tensions persistantes sur les conditions de production dans le monde. Dans ce contexte, selon les dernières prévisions de la Commission européenne publiées en février, le taux de croissance de la zone euro, attendu à 3,5 % en 2022, devrait reculer à 1,4 % en 2023. Après avoir atteint un record historique de 10,6% en octobre, l'inflation a diminué, pour retomber à 8,5 % dans la zone euro.

Après 1,1% en 2019, 0,5% en 2020 et 1,6% en 2021 en moyenne annuelle, l'inflation en France s'établit à 5,2% sur l'ensemble de l'année 2022 d'après l'INSEE, sous l'effet d'une envolée des prix de l'énergie et d'une hausse des prix des produits manufacturés. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a notamment progressé de 7,1% entre novembre 2021 et novembre 2022.

Les finances publiques ont été mobilisées pour atténuer les effets de la crise énergétique auprès des ménages et des entreprises.

Dans ce contexte, l'activité française a continué de résister globalement malgré l'inflation élevée : le produit intérieur brut (PIB) a ainsi progressé de 2,6 % en 2022.

Le taux de chômage en France est resté stable. Néanmoins, la part des entreprises françaises rencontrant des difficultés de recrutement a atteint en octobre 2022 des niveaux inédits dans les grands secteurs de l'économie (67% dans les services et 82% dans le secteur de la construction).

Par ailleurs, un risque pèse sur les finances publiques françaises avec la montée des taux directeurs de la Banque centrale européenne et la mauvaise conjoncture macroéconomique. Le taux d'intérêt obligataire de la France à 10 ans a atteint des niveaux non vus depuis une décennie.

La loi de finances initiale pour 2023 retient finalement les hypothèses économiques suivantes :

- ✧ Une inflation prévisionnelle moyenne de +4,2%
- ✧ Une croissance du PIB français pour 2023 de +1,0% par rapport à l'année 2022
- ✧ Un déficit public qui se maintiendrait à 5,0 points de PIB en 2023 comme en 2022
- ✧ Une dette publique à 111,2% du PIB (contre 98,1% fin 2019).

Parmi les nouvelles dispositions de la loi de finances initiale pour 2023 et la loi de finances rectificative pour 2022, le point le plus remarquable concerne la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de l'ordre de 9 milliards d'euros et actée en deux temps :

- 2023 : cotisation due par les entreprises redevables diminuée de moitié et compensée par l'Etat
- 2024 : suppression de la CVAE remplacée par une fraction de TVA

Dès 2023, la CVAE réduite de moitié est affectée au budget de l'État et compensée aux collectivités par une fraction de TVA, les modalités de territorialisation de la progression de la fraction de TVA attribuée aux intercommunalités restant à arrêter. La moyenne 2020-2022 de CVAE garantie pour la CC2T serait de 2 687 580 €.

Pour mémoire, le taux de CVAE appliquée à la valeur ajoutée est progressif : de 0,001% pour un chiffre d'affaires de 550K€ HT à 0,75% pour un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50M€ HT.

Exemple : une entreprise réalisant un chiffre d'affaires annuel de 20 millions d'euros hors taxe avec un taux de valeur ajoutée de 20% verse au titre de la CVAE un montant de $4\,000\,000 \times 0,7125\% = 28\,500$ €.

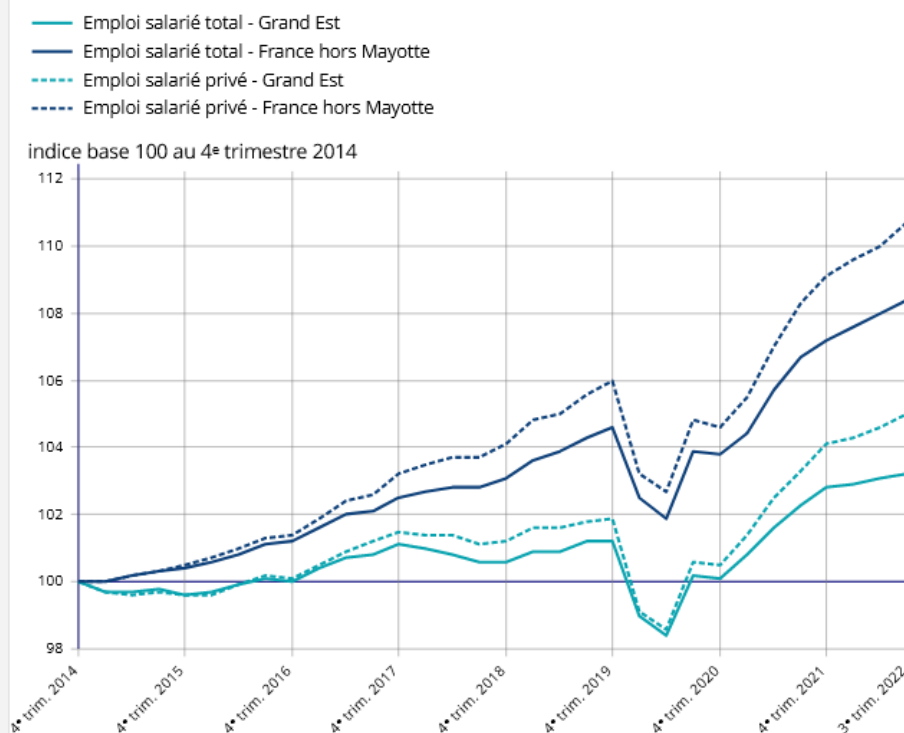
Le partage de la taxe redevient de nouveau une faculté, il n'est plus imposé par la loi lorsque les communes la perçoivent.

Les paramètres collectifs (catégories de référence, secteurs, coefficients de localisation, tarifs) servant à l'évaluation des valeurs locatives des locaux professionnels ne seront pas mis à jour avant 2025.

B/ AU PLAN LOCAL : LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

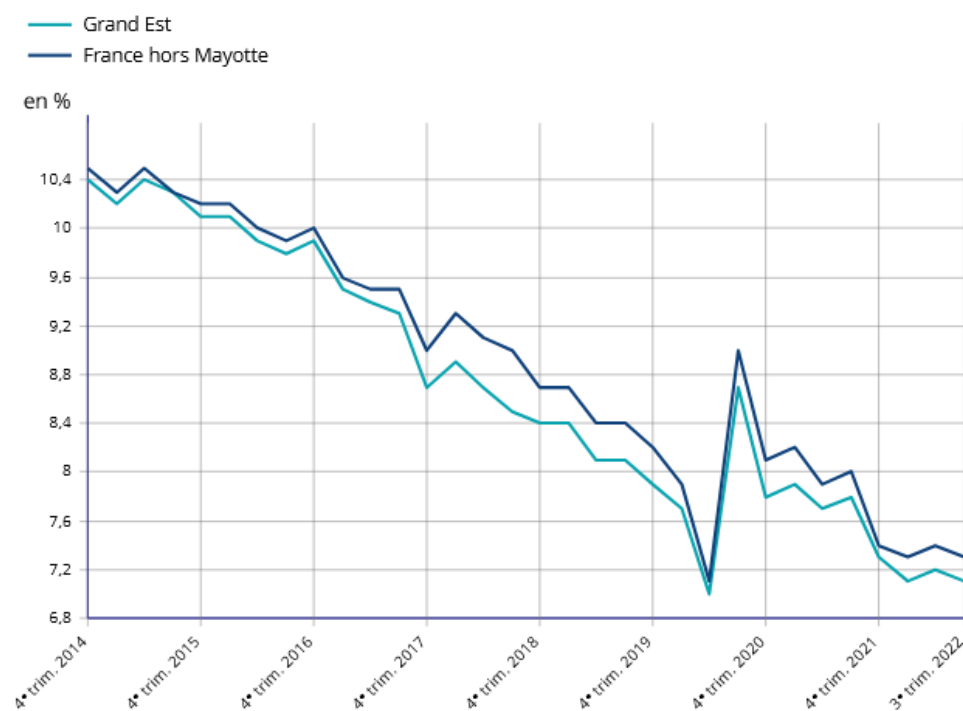
(source : INSEE – Tableau de bord Grand Est - paru le 13/01/2023)

Figure 6 – Évolution de l'emploi salarié



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Figure 10 – Taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

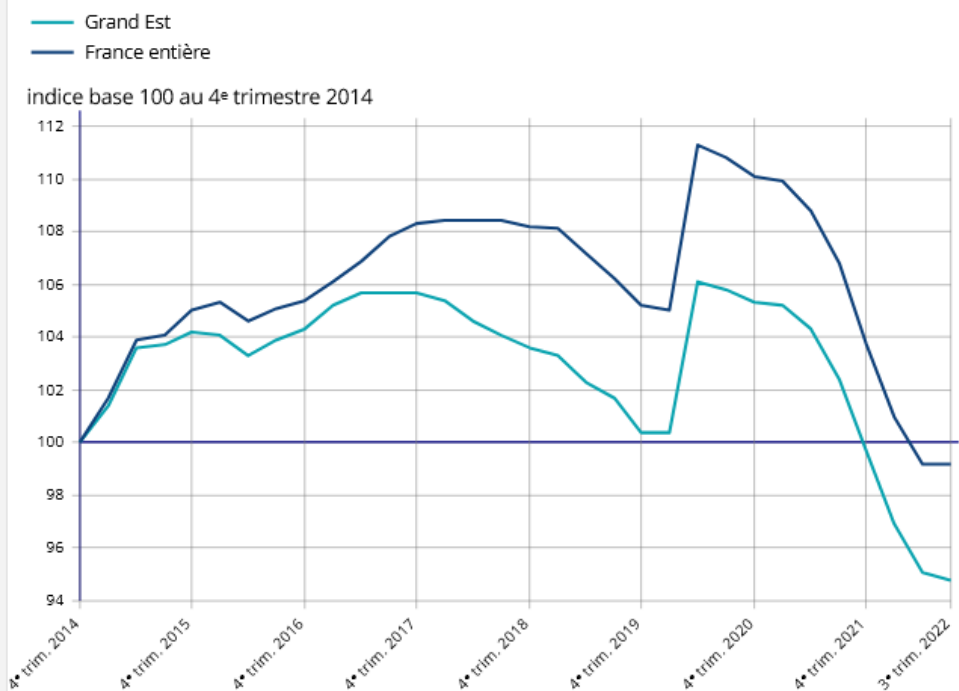
REÇU EN PREFECTURE

Rapport d'orientation budgétaire de la CC21 du 06/03/2023 6

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

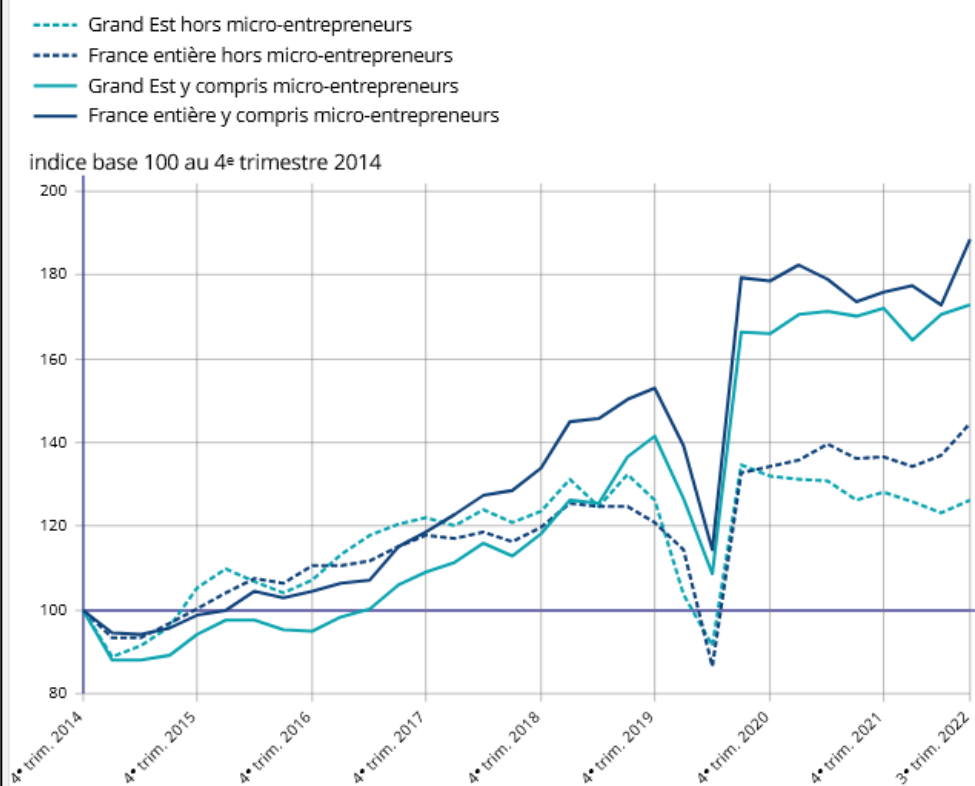
Figure 13 – Demandeurs d'emploi (A, B, C) inscrits à Pôle emploi



Notes : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi du trimestre est une moyenne des données mensuelles afin de mieux dégager les évolutions tendancielle.

Figure 18 – Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

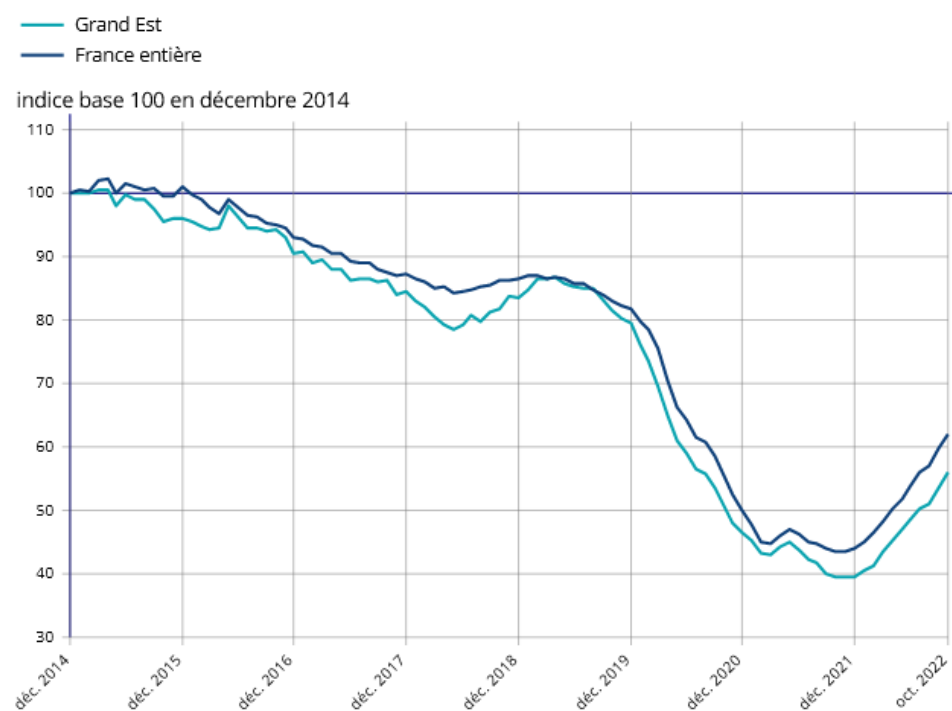
REÇU EN PREFECTURE

Rapport d'orientation budgétaire de la CC21 page 7 le 06/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

Figure 20 – Défaillances d'entreprises



Notes : données mensuelles brutes au 05 janv. 2023, en date de jugement.
Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

2/ LES PRINCIPALES ORIENTATIONS POUR 2023

A/ CONFORTER ET POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

1) Poursuivre la requalification du Parc de Haye

Après une phase de portage foncier et de pré-aménagement menée par l'EPFGE, l'aménagement de cette zone est confié par concession à la SEBL depuis juin 2020.

Le bilan prévisionnel de la ZAE du Parc de Haye affiche un déficit nécessitant une participation annuelle de la collectivité (900 000 € en 2023).

Plusieurs opérations de travaux ont déjà été réalisées en 2020, 2021 et 2022 : travaux urgents sur les réseaux eau/assainissement en entrée de zone, démolition des bâtiments les plus vétustes.

En 2023, les travaux vont se poursuivre dès le printemps avec notamment le changement de conduites eau/assainissement sur plusieurs rues, la reprise de voiries et la création d'un giratoire à l'entrée du Parc de Haye.

Le programme global de requalification prévoit également la création de pistes cyclables, la mise en place d'un nouvel éclairage, la réalisation d'aménagements paysagers.

L'ensemble des travaux, prévu sur 10 ans et répartis en plusieurs tranches, bénéficie de cofinancements conséquents :

ETAT

- 2,2 M€ de fonds friches (France relance) pour les travaux d'aménagement + démolition
- 400 K€ de fonds DSIL en 2 tranches pour les travaux d'assainissement
- Demandes en cours auprès de la DETR (250 K€) et DSIL (73 K€) pour le giratoire et la mobilité douce

CD 54

- 74 K€, en attente de confirmation, pour le giratoire (tapis roulant)
- 30 137 € demandés pour les aménagements liés à la mobilité douce

Parallèlement, la question du devenir de l'ancien campus ONF et des maisons forestières, situés à proximité immédiate du Parc de Haye, est en cours de discussion avec les services de l'Etat et l'ONF, la CC2T ayant à plusieurs reprises manifesté la volonté de reprendre ces unités foncières pour proposer un usage futur répondant aux besoins du territoire et en cohérence avec l'ambition portée sur le Parc d'activités.

2) Investir le développement du Parc de Loisirs de la Forêt de Haye

Le Parc de Loisirs de la Forêt domaniale de Haye, regroupant activités de loisirs, itinéraires piétons et cyclables et activités économiques, est géré par un syndicat mixte créé en 1972, regroupant le Conseil départemental 54, la Métropole et la commune de Bois-de-Haye. Ce syndicat avait pour vocation initiale d'aménager et gérer le parc de loisirs créé par le Ministre de l'agriculture par décision du 21 août 1968 sur proposition de l'ONF.

Le Parc est aujourd'hui toujours propriété de l'ONF, la gestion étant confiée au Syndicat mixte. Ce dernier, faute d'être propriétaire du site, notamment des bâtiments et des voies de circulation, n'est pas en capacité d'investir au bon niveau pour la remise à niveau de cet ensemble foncier, son développement et son aménagement. Les discussions sont en cours avec l'ONF pour trouver la meilleure solution permettant au Syndicat mixte de devenir propriétaire ou, a minima de disposer de droits réels sur ce site.

Parallèlement, l'intérêt de définir une stratégie locale commune de développement forestier du Massif de Haye est partagée par les différentes collectivités concernées, à savoir le Département de Meurthe-et-Moselle, la Métropole du Grand Nancy et les Communautés de communes du Bassin de Pompey, de Moselle-et-Madon et des Terres toulousiennes. C'est dans cette optique qu'a été validé le lancement d'une Charte forestière de territoire, dont la CC2T est partie prenante (délibération du conseil communautaire du 30 juin 2022).

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

REÇU EN PREFECTURE

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T du 06/03/2023 9

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

Afin d'apporter une dynamique nouvelle et de mobiliser les moyens permettant à ce patrimoine naturel, forestier et économique de se développer, le Syndicat mixte existant est amené à évoluer pour inclure l'ensemble des collectivités parties prenantes citées ci-dessus et mener des actions concertées visant à la fois à la mise en place d'une stratégie locale de développement forestier, mais également à la réalisation d'opérations d'aménagement et de développement du Parc de Loisirs.

L'adhésion à cette structure rebaptisée « Syndicat mixte de la Forêt de Haye » fera l'objet d'une délibération spécifique qui sera soumise à l'assemblée communautaire en 2023, précisant les missions de ce syndicat, sa gouvernance et le mode de financement qui sera retenu.

3) Améliorer l'accès au Pôle Jeanne d'Arc et au site de l'ex-CHU

Le programme de travaux à l'étude a vocation à résoudre les problèmes de circulation rencontrés aujourd'hui et à améliorer l'attractivité du secteur. Il anticipe également la commercialisation future du site de l'ancien hôpital et la densification des flux que cela génèrera.

Une étude de faisabilité a été confiée en 2021 au Bureau d'études IRIS Conseils et a fait l'objet de plusieurs copies, tenant compte des contraintes techniques d'aménagement, dont certaines ont été identifiées en cours d'étude.

Le programme de travaux est envisagé en plusieurs phases, décomposées comme suit :

- La 1ère phase concerne la création giratoire sur la RD 400 au carrefour d'accès de l'ex-hôpital Jeanne d'Arc. Suite à un accord trouvé avec le département de Meurthe et Moselle, la réalisation de cet ouvrage a été concrétisée en 2022, intégralement prise en charge par le CD 54.
- La 2ème phase va être lancée en 2023 avec le recrutement d'un maître d'œuvre pour réaliser le dossier d'avant-projet (AVP) sur la circulation de l'ensemble du secteur, et réaliser les travaux suivants à partir de fin 2023 – début 2024 :
 - o Création d'un aménagement sécurisé pour les mobilités actives (vélos et piétons) entre la sortie de Dommartin les Toul et le pôle commercial Jeanne d'Arc
 - o Recalibrage et réfection de la chaussée existante pour assurer la liaison entre le nouveau carrefour giratoire réalisé par le département en 2022 et l'entrée du site de l'ancien hôpital Jeanne d'Arc
 - o Réalisation de la voie d'accès et de l'assainissement pour desservir l'emprise commerciale de 2 hectares identifiée derrière le centre Leclerc pour l'implantation d'une nouvelle activité commercialeL'ensemble de ces travaux est estimé à 784 K€ HT (stade faisabilité) et sera prise en charge intégralement par la CC2T.
- La 3ème phase concerne :
 - o Les travaux de réaménagement de la circulation et des accès au pôle commercial Jeanne d'Arc : travaux non estimés à ce jour qui seront pris en charge intégralement par la CC2T
 - o Les travaux d'aménagement de la plateforme de 12 hectares de l'ancien hôpital Jeanne d'Arc (voirie et réseaux divers) et dévoiement d'une partie de la RD 909. Ces travaux seront chiffrés en entreprise à partir de 2024 par un aménageur qui sera recruté entre temps. Le bilan d'opération de la zone permettra de supporter ces investissements et une participation de la collectivité sera envisagée annuellement à partir de 2024 comme c'est le cas pour d'autres zones d'activités communautaires.

4) Anticiper le devenir de la future friche militaire de Domgermain

Le site militaire de Domgermain, accueillant le service industriel de l'aéronautique (SIAé), assure depuis 2007 une activité de maintenance et de visites périodiques des hélicoptères Puma.

En 2021, le Ministère des Armées a annoncé la fermeture du Siaé de Domgermain à l'horizon de la fin de l'année 2024, privilégiant le choix de Phalsbourg pour la maintenance des futurs aéronefs.

Accessible directement à la RN4 et à proximité de l'embranchement sur l'A31, le site offre un beau potentiel d'attractivité avec une surface d'environ 50 ha et une trentaine de bâtiments, dont certains sont en bon voire très bon état, d'autres sont plus dégradés.

Suite à l'annonce de la fermeture du site, le Ministère des Armées s'est manifesté pour commencer à travailler avec les collectivités territoriales, sous l'égide du Sous-préfet de Toul, afin d'anticiper et préparer collégialement sa reconversion. Dans ce cadre, une visite de terrain a été organisée à l'été 2022 en présence du Président de la CC2T, du vice-président délégué à l'urbanisme et au développement économique, des représentants de l'Armée et de l'Etablissement Public Foncier Grand Est (EPFGE). Ce dernier, partenaire privilégié de la CC2T sur d'autres opérations de reconversion, pourrait assurer l'acquisition et le portage foncier du site et l'accompagnement technique sur le projet de reconversion.

La proposition amenée à être examinée dans le cadre du débat d'orientation budgétaire vise à se mettre en ordre de marche pour requalifier ce site en zone d'activité économique, non concurrente des autres existant sur le territoire. Proposant des grandes parcelles pour l'accueil de 2 à 3 entreprises (à l'exclusion de la logistique), la zone offrirait l'avantage d'être multimodale (opportunité d'utilisation du fer) et axée sur la transition écologique, avec la possibilité pour les occupants de développer la production d'énergies renouvelables pour de l'autoconsommation principalement.

Les années 2022 et 2023 sont mises à profit par les services de l'Etat pour réaliser les études qui leur incombent en tant qu'exploitant d'une ICPE (diagnostics pollution, dépollutions éventuelles, diagnostics techniques et amiante des bâtiments).

La CC2T peut de son côté engager sans tarder les études préalables nécessaires à une première approche de la démarche de requalification (études faunes flore, étude de faisabilité pour le réaménagement du site, étude d'impact).

L'objectif est d'avoir une idée plus précise des perspectives de reconversion possible et notamment du coût global de cette opération. Ces éléments d'appréciation sont un préalable nécessaire pour permettre au service des Domaines d'évaluer de façon réaliste la valeur de cession du site.

5) Accompagner la requalification du site de la Rochotte de Pierre-la-Treiche

Le site naturel et piscicole de la Rochotte à Pierre-la-Treiche, d'une surface globale de 16 hectares, est aujourd'hui propriété de la commune. La Communauté de Communes Terres Toulaises a été sollicitée pour examiner les possibilités de revitalisation de cet ensemble porteur d'intérêts multiples pour le territoire intercommunal.

A ce stade, le projet envisagé passe par une remise en état du site par le chantier d'insertion (ST2i), afin de pouvoir proposer une activité de maraîchage et pisciculture dans l'optique de participer à la production de ressources alimentaires et répondre aux besoins locaux, notamment ceux des cantines scolaires gérées par le Syndicat Mixte du Grand Toulousain. Cette perspective inclut la possibilité d'établir des partenariats avec les acteurs du maraîchage, afin de conforter leur activité.

La réactivation du parcours de pêche est aussi envisagée, dans l'optique de valorisation du savoir-faire de la CC2T en matière de gestion des milieux humides et dans la perspective de proposer un parcours d'écotourisme et d'actions pédagogiques de sensibilisation aux milieux naturels et à l'écocitoyenneté. Dans ce cadre, un partenariat avec le centre d'aquaculture de l'université de Lorraine est envisagé.

Un transfert de propriété de la commune à la CC2T, pour un montant de 30 K€, est proposé, la commune l'ayant acquis à ce prix.

Il est également envisagé de solliciter la Banque des Territoires pour bénéficier d'un appui en ingénierie de projet.

B/ AGIR POUR L'AMENAGEMENT HARMONIEUX ET DURABLE DU TERRITOIRE

1) Finalisation du PLUiH

C'est le 23 mars 2017 que le Conseil communautaire a validé le lancement de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et d'Habitat (PLUiH).

Sa construction a fait l'objet d'un travail en étroite collaboration avec les communes membres, aboutissant à un premier projet d'aménagement et de développement durable en 2019.

La collectivité a dû, en lien avec les communes, revoir en profondeur son projet suite aux dispositions de la nouvelle loi climat et résilience du 24 août 2021. Un nouveau travail d'épure a en conséquence dû être fait avec les communes, pour tenir compte des contraintes drastiques imposées par cette loi quant aux possibilités d'urbanisation future particulièrement, ceci dans la perspective de la règle du « zéro artificialisation nette » qui prévaudra en 2050.

La nouvelle mouture du PLUiH a été arrêtée par délibération du conseil communautaire le 30 juin 2022, puis transmise aux communes pour consultation. Plusieurs votes défavorables des communes ayant été exprimés, l'arrêt du projet de PLUiH a dû faire l'objet d'une nouvelle présentation en conseil communautaire, le 6 octobre 2022.

Les résultats de l'enquête publique – programmée du 8 février au 17 mars 2023 - pourront le cas échéant amener à opérer des modifications sur le projet de PLUiH, en fonction des remarques des communes membres, de la population et des personnes publiques associées, dans la limite de ce qu'il est légalement possible de faire.

Le PLUiH de la CC2T sera ainsi soumis à approbation définitive du conseil communautaire au cours du 2^{ème} semestre 2023.

Parallèlement, il convient de rappeler que le SCOT, en cours de révision, n'est pas sans conséquence sur le contenu du PLUiH. Une commission des Maires dédiée s'est tenue à ce sujet le 12 janvier 2023. Le projet de SCOT révisé est encore en phase transitoire et pourra être amendé en fonction des échanges avec les 13 EPCI concernés, avec néanmoins la nécessité de respecter notamment l'objectif quantifié de réduction de l'artificialisation des sols telle que prévu par la loi.

2) Réalisation du Pôle d'échange multimodal en gare de Toul

Pour favoriser l'accès au train dans les déplacements des habitants du territoire et proposer de la multimodalité à partir de la gare de Toul, le projet de requalification de la gare de Toul en Pôle d'échange multimodal a été initié en 2018 en partenariat avec la REGION GRAND EST et SNCF GARES ET CONNEXIONS.

L'objectif de cette opération d'envergure est d'élargir et d'améliorer le stationnement des véhicules sur le parking de la gare, d'encourager la multimodalité en prévoyant notamment une meilleure circulation des bus, ainsi que la prise en compte des modes de transports électriques (points de recharges pour voitures et vélos). La volonté est également de proposer un aménagement d'ensemble à la fois fonctionnel et esthétique, dont le parti pris environnemental et urbain se veut cohérent et en adéquation avec les préoccupations du territoire.

Le coût global a été revu en 2022, passant de 1,6 M€ HT à 1,75 M€ HT, pour tenir compte des résultats de l'appel d'offres et du choix de traitement paysager de la noue.

Pour mémoire, l'opération est cofinancée par l'Etat (150 K€), le Conseil Départemental (150 K€) le reste à charge étant partagé entre la Région GRAND EST (660 K€ montant maxi) et la CC2T (782 K€).

Les travaux ont démarré, pour une livraison attendue au dernier trimestre 2023, sauf imprévus.

3) Mise en œuvre d'un schéma vélo cohérent et incitatif

Adopté par le conseil communautaire lors de la séance du 15 décembre 2022, le schéma vélo donne la priorité aux déplacements courts du quotidien, en ciblant les secteurs qui représentent un fort potentiel de report modal de la voiture individuelle vers le vélo.

Avec la réalisation d'équipements dédiés et sécurisés, il s'agit d'inviter à terme à une plus grande pratique du vélo sur le territoire.

Un des objectifs principaux du schéma est d'identifier, avec les gestionnaires de voiries, les aménagements dédiés au vélo et de partager leur planification dans les 10 prochaines années.

L'adoption par le conseil communautaire du schéma cyclable permet aujourd'hui d'aller mobiliser les co-financements inscrits dans les plans vélos au niveau national, régional et départemental.

Le coût global prévisionnel de ce schéma est à ce stade estimé à 10 M€ et concerne 21 communes.

Dès 2023, des aménagements sont prévus pour la desserte de la zone logistique de Gondreville à partir des villages de Gondreville et Fontenoy sur Moselle, l'entrée et l'intérieur de la zone d'activités du Parc de Haye, ainsi que sur la Ville de Toul.

4) Entretien et aménager les vélos-routes voies vertes

La CC2T a en charge la création, l'entretien et la gestion des itinéraires de loisirs cyclables, dont certains peuvent aussi être utilisés pour la mobilité douce du quotidien (trajet domicile-travail).

Les aménagements à réaliser sur les vélos routes voies vertes sont significatifs et impactants pour l'attractivité touristique et la qualité de vie du territoire.

L'année 2022 a été mise à profit pour réaliser un état des lieux et définir un programme d'actions.

En 2023, au-delà des opérations d'entretien réalisées pour l'essentiel par le ST2i, l'inscription de crédits d'investissement à hauteur de 20 000 € est proposée pour la mise en place ou la réparation d'équipements pérennes (barrières, nichoirs, signalétique...).

5) Contribution au désengorgement de l'A31/A33

C'est dans le cadre de la Multipôle Nancy Sud Lorraine composée des 13 EPCI du Sud 54 qu'a été engagée, en partenariat avec l'Etat, la Région et le Département de Meurthe-et-Moselle, une réflexion visant à faire émerger des solutions pertinentes permettant de contribuer collectivement au désengorgement des axes autoroutiers A31/A33.

Dans ce cadre, la création d'un GIP (groupement d'intérêt public) est proposée, afin de fournir un cadre officiel de travail partenarial entre ces différents interlocuteurs, permettre la réalisation d'études concertées visant à répondre aux enjeux de lutte contre la saturation autoroutière et proposer la programmation de projets d'aménagements et de nouveaux services (voies réservées aux transports en commun et au covoiturage par exemple), sans préjudice des maîtrises d'ouvrages respectives des parties prenantes, collectivités et Etat.

Pour mémoire, la CC2T a déjà commencé, à son niveau, à apporter plusieurs contributions à la réduction de la saturation routière, avec d'une part la réalisation des deux aires de covoiturage situées à Gondreville et sur la route départementale de Blénod-lès-Toul à Domgermain, et d'autre part la requalification de la gare de Toul en Pôle d'échange multimodal, afin d'encourager l'utilisation du train et des transports alternatifs à la voiture individuelle.

C/ CONDUIRE UNE POLITIQUE VOLONTARISTE ET QUALITATIVE D'ADAPTATION DES SERVICES PUBLICS

1) Extension du centre aquatique Ovide

Le programme d'extension du centre aquatique communautaire Ovide vise à renforcer son attractivité et répondre à l'évolution des besoins et attentes des usagers.

En effet, jusqu'à présent très tourné vers les pratiques sportives et l'apprentissage de la natation, il va élargir son panel d'activités en proposant des espaces ludiques intérieurs et extérieurs, un bassin familial et ludique à l'extérieur et un espace bien-être comportant jacuzzi, sauna, jardin zen...etc.

Après un 1^{er} appel d'offres infructueux lancé en 2021, un 2^{ème} a été lancé quelques mois après, dont les résultats ont obligé la collectivité à le déclarer de nouveau infructueux en janvier 2022, car bien au-delà de l'enveloppe estimative inscrite au budget (4.7 M€ TTC, honoraires compris).

La décision avait alors été prise de reporter l'opération, après avoir analysé les raisons de ce décalage et apporté de nouveaux éclairages techniques et financiers.

Pour ce faire, il a été fait appel en 2023 à un bureau d'études d'assistance à maîtrise d'ouvrage, qui, sur la base des attendus de la collectivité, procède à une nouvelle estimation de l'opération.

Les résultats de ses travaux restent à affiner pour optimiser les coûts autant que possible. Ceci fera l'objet d'une présentation spécifique en commission et en conseil communautaire.

Dans sa 1^{ère} version, le dossier avait été présenté pour obtenir des fonds contrat de ruralité et DETR, confirmés à hauteur de 450 000 € au total, ainsi que des fonds CTS du conseil départemental à hauteur de 150 000 €.

Des demandes d'aides complémentaires seront sollicitées auprès de la Région Grand Est au titre du soutien à l'amélioration du cadre de vie et des services de proximité, 30 % d'aide, plafonnée à 200 000.00 €. (1 dossier par EPCI pour la période 2020-2026), ainsi qu'auprès de l'Agence Nationale du Sport (modalités du dispositif 2023 non diffusées à ce jour).

Pour rappel, le fonctionnement de ces nouveaux équipements nécessitera par ailleurs l'adaptation de l'équipe en moyens humains de surveillance et de maintenance technique.

2) Requalification de la base nautique

Le programme de travaux envisagés prévoit la démolition des bâtiments actuels et la construction d'une nouvelle base, conformément aux orientations présentées en 2021.

L'objectif du projet architectural et technique pour l'accueil des activités nautiques (aviron) est d'offrir des bâtiments aux normes et fonctionnels avec une attention particulière sur l'intégration paysagère et urbaine.

La volonté manifestée par la collectivité auprès du club d'aviron est que les activités pratiquées aient un rayon d'action élargi, en touchant d'autres publics et notamment les scolaires.

Le permis de construire est en cours d'instruction, le lancement de l'appel d'offres est prévu au 1^{er} semestre 2023, avec un démarrage des travaux espéré pour la fin de l'année 2023. La durée prévisionnelle du chantier sera de 12 à 14 mois, hors imprévu éventuel.

L'enveloppe prévisionnelle s'élève à 1 833 500 € HT estimatif APD en 2021, honoraires, études diverses et aléas compris.

Ce montant sera amené à être actualisé en 2023 avant le lancement de l'appel d'offres.

Cet investissement bénéficie de 200 000 € de subvention au titre de la DETR, obtenue en 2022.

Un nouveau dispositif de soutien de l'Agence nationale du Sport est attendu et devrait permettre de bénéficier d'autres co-financements. Le CD 54 va également être sollicité dans les mois qui viennent.

3) Restructuration des bâtiments techniques communautaires

Les équipes techniques du Pôle environnement et du service technique intercommunal et d'insertion (ST2i) ont dû s'adapter depuis 2014 à l'extension du périmètre et des compétences de la communauté de communes.

Ce sujet, déjà abordé lors des DOB de 2021 et 2022 a considérablement évolué dans son approche pour tenir compte des données foncières, techniques, financières et des besoins.

Une 1ère hypothèse d'extension du centre technique actuel, nécessitant l'acquisition de foncier actuellement propriété de la commune d'Ecrouves n'a pas abouti en 2021. Ceci a conduit la CC2T à envisager différemment cette opération en la scindant en 2 :

- D'une part la réalisation de bâtiments dédiés au ST2i sur un terrain propriété de la CC2T et proche du siège
- D'autre part, la réutilisation et la reprise du bâtiment abritant actuellement le ST2i pour y accueillir les équipes techniques services de l'eau et de l'assainissement

Concernant le ST2i :

Les locaux du service technique et du dispositif d'insertion porté par la CC2T ne répondent plus aujourd'hui aux besoins du service, dont le champ d'action s'est considérablement étendu avec l'extension du périmètre et des compétences de la CC2T.

Les espaces de travail actuels, construits il y a plus de 50 ans et en état assez médiocre, sont par ailleurs devenus insuffisants en taille qu'il s'agisse des ateliers techniques, des lieux de stockage du matériel, des bureaux, des vestiaires ou de la salle de restauration.

Le manque de rangements et de stockage sur un même site et un hangar commun aux cinq services ST2i, dispositif d'insertion, Eau, Assainissement, Déchets ménagers accentue cette problématique.

En conséquence, l'idée de relocalisation du Service Technique Intercommunal et du dispositif d'insertion séparés des services Eau, Assainissement et Déchets ménagers, s'est finalement imposée au fil de la réflexion entamée en 2021, pour un meilleur fonctionnement des services et des conditions de travail correctes pour les agents.

Après réalisation d'une 1ère étude de faisabilité, reprise en profondeur à la demande la collectivité pour approcher un coût d'opération acceptable, le projet proposé repose sur la construction d'un bâtiment neuf, situé à ECROUVES à proximité du siège de la CC2T (face au centre de secours principal), parcelle AK 833 propriété de la CC2T. La circulation sera optimisée au sein et autour du bâtiment. Les voies de circulation internes et l'implantation du bâtiment ont été étudiées afin que les réseaux viaires issus de la présence passée des militaires permettent une réutilisation et une optimisation des coûts. Ce bâtiment sera raccordé au réseau de chaleur, et évolutif, puisque composé de travées qui génèreraient peu ou pas de modifications et un coût moindre si des extensions futures étaient nécessaires, à la fois à l'étage sur la partie vie et dans le prolongement du bâtiment pour le stockage.

Un accent particulier sera mis sur l'isolation des locaux de vie et l'installation de panneaux photovoltaïques, à proximité immédiate du parc solaire d'ECROUVES, est prévue.

Enfin, le site permet d'implanter divers stockages extérieurs, judicieusement situés à proximité du bâtiment, qui permettront de positionner, compost, broyat, paillage, matériaux divers, alors qu'à ce jour, il faut se déplacer sur plusieurs sites pour leur stockage et leur reprise. Ce nouveau fonctionnement sera cohérent avec les objectifs de transition écologique portés par la collectivité, puisque de nombreux déplacements seront ainsi supprimés, ce qui permettra également de réduire les frais de transport.

L'estimation prévisionnelle du coût de cet investissement s'élève à 2 167 126 € HT, y compris les frais d'études et honoraires de maîtrise d'œuvre estimés en 1ère approche à 10%. Des co-financements sont sollicités à hauteur de 500 000 € (DETR+ CD 54).

Concernant les services eau- assainissement-GEMAPI (équipes techniques):

Les équipes du pôle environnement et tout particulièrement celles des services eau et assainissement se sont agrandies avec la prise de compétence eau potable et la gestion des services en régie.

Partagés entre différents sites, les locaux dédiés au Pôle Environnement (Eau, Assainissement, déchets ménagers, Gemapi, nature & biodiversité) ne répondent plus aujourd'hui aux besoins du service.

L'isolement d'une partie des agents, la cohabitation et la promiscuité des bureaux pour d'autres – partagés par 3 à 4 agents dans un même espace - ne permettent pas un fonctionnement optimisé et sont des conditions de travail qui ne doivent pas durer.

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

REÇU EN PREFECTURE

Le 06/03/2023

Application agréée E-legalite.com

Ainsi, après plusieurs scénarii envisagés, une solution tendant à requalifier et compléter par une construction le site laissé vacant par le ST2i, s'est posée comme une évidence, pour un meilleur fonctionnement et de bonnes conditions de travail des agents.

Idéalement placé dans un bâtiment qui sera requalifié et remis à neuf, tous les agents des services eau potable, assainissement (sauf service abonnés qui reste au siège), nature & biodiversité et GEMAPI seraient alors basés à ECROUVES à proximité du siège de la CC2T.

Les agents du service déchets ménagers, qui accueillent beaucoup de public, resteraient basés dans le bâtiment principal actuel du siège mais disposeraient d'espaces dédiés (stockage technique) dans les locaux requalifiés.

L'accès au site et le parking ont été requalifiés il y a 3 ans. Une signalétique adaptée, une circulation optimisée au sein du site, ainsi qu'une gestion des flux ont été étudiées afin que le fonctionnement soit amélioré.

Ce bâtiment est raccordé au réseau de chaleur et l'extension envisagée sera évolutive, puisque composée de travées qui génèreraient peu ou pas de modifications et un coût moindre en cas de besoin d'extension nouvelle à l'avenir.

Un accent particulier sera mis sur l'isolation des locaux de vie et l'installation de panneaux photovoltaïques est prévue sur l'extension. Une étude sera menée en lien avec le Pays terres de Lorraine afin de vérifier si la charpente métallique du bâtiment existant permettrait l'installations d'autres panneaux. Ces travaux pourraient être imaginés par la suite. Par ailleurs, le dispositif d'assainissement propre au bâtiment sera entièrement requalifié.

Enfin, le site permet d'implanter divers stockages extérieurs, en lieu et place de ceux utilisés par le ST2i et impliqueront en conséquence une baisse des trajets, liés notamment à la multiplicité des stockages externes au service.

L'estimation prévisionnelle du coût de cet investissement s'élève à 1 168 952€ HT, y compris les frais d'études et honoraires de maîtrise d'œuvre. Des co-financements sont sollicités à hauteur de 250 000 € (DETR).

En attendant et afin de répondre à l'urgence, des bâtiments de type Algeco seront provisoirement installés à proximité du siège de la CC2T afin de permettre aux agents du pôle environnement d'avoir de meilleures conditions de travail. Le permis de construire nécessaire pour cette installation a été obtenu et la consultation des entreprises prestataires a démarré en février 2023. La mise en place de ces bâtiments provisoires est prévue avant la fin de l'été 2023. La location annuelle est de l'ordre de 100 000 €.

4) Relocalisation du Relais Parents-enfants

Le Relais Petite Enfance Terres Toulaises est un lieu d'informations, d'éveil et de mise en relation de l'offre et de demande de garde. Assistant(e)s maternel(le)s, parents et enfants y trouvent un lieu d'accueil, d'informations et de conseils, où sont également proposées des activités ludiques et d'éveil, ainsi que des réunions thématiques.

Le RPE est actuellement installé à la Maison de la petite enfance de Toul, dans les locaux situés au sous-sol de la crèche de la Louvière.

Afin d'améliorer les conditions d'accueil des familles et des professionnels et les conditions de travail des agents du RPE, sa relocalisation dans des locaux plus adaptés a été examinée durant l'année 2021. L'exécutif a validé la proposition d'une relocalisation dans des espaces restés vacants au sein du bâtiment 001, qui offrent des locaux plus adaptés (accessibles en rez-de-chaussée, surface suffisante, lumière naturelle, espaces extérieurs avec jeux pour enfants, stationnement à proximité), se trouvent à proximité des services de la Maison du département et du siège de la CC2T, ce qui représente un intérêt certain pour les parents dans l'offre de service et améliore la lisibilité du RPE comme service de la communauté de communes.

Les locaux sont d'ores et déjà propriété de la CC2T. En revanche, ils constituent actuellement un plateau nu et des travaux d'aménagement sont nécessaires.

Le coût d'aménagement, au stade de l'étude de faisabilité, est estimé à 270 000 € HT (y compris études et honoraires), avec des pistes d'optimisation à creuser, notamment par la réalisation de certains travaux en régie.

Les cofinancements de la CAF, du Département et de la DETR doivent permettre d'atteindre un niveau de subvention de 78%, laissant à la CC2T une charge résiduelle de 22%.

Validé lors du débat d'orientations budgétaires 2022, la réalisation de ce projet a été quelque peu décalée dans le temps, l'année 2022 ayant surtout été consacrée à la formalisation et la notification des cofinancements.

La consultation de la maîtrise d'œuvre est lancée, le démarrage des travaux est espéré pour fin 2023 début 2024.

5) Accueil d'un établissement public INSERRE

Fin 2020, la CC2T a délibéré favorablement pour l'accueil d'un établissement public InSERRE (Innover par des Structures Expérimentales de Responsabilisation et de Réinsertion par l'Emploi) sur son territoire.

Cette initiative engagée par le Ministère de la Justice et l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle (ATIGIP) consiste en l'expérimentation de 3 établissements pénitentiaires à taille humaine où 100% des personnes détenues ont accès à un travail et à une formation.

Elle met l'accent sur la formation continue et la réinsertion professionnelle des détenus. Les liens avec les acteurs économiques locaux et les partenaires de la formation et de l'insertion figurent parmi les critères fondamentaux quant au choix du territoire d'implantation, ainsi que les liens futurs avec le tissu économique local.

Dans le cadre de l'accompagnement de la collectivité à l'accueil de cette structure, la mise à disposition gracieuse de l'emprise foncière nécessaire a été validée, représentant pour la CC2T un coût global de l'ordre de 300 000 € (170 000 € proposés en crédits 2023). Les parcelles nécessaires au projet sont situées secteur Taconnet ouest.

Les années 2021 et 2022 ont été consacrées aux négociations foncières et aux procédures d'acquisition amiables, ainsi qu'à la constitution du dossier d'utilité publique pour celles nécessitant de recourir à l'expropriation.

De son côté, le Ministère de la Justice et l'ATIGIP commencent à diligenter les 1ères études, la livraison de cet établissement étant annoncée officiellement pour 2027.

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

REÇU EN PREFECTURE

le 06/03/2023¹⁷

Application agréée E-legalite.com

1) Programmes du cycle de l'eau (eau-assainissement GEMAPI)

La CC2T exerce les 3 compétences qui englobent la question du cycle de l'eau : eau- assainissement -GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Protections contre les Inondations).

L'eau et l'assainissement font l'objet de deux budgets annexes et de recettes affectées (redevances de l'eau et de l'assainissement).

La GEMAPI est financée par le budget général, sans recette affectée à ce stade.

Conformément aux engagements pris au moment de la prise de compétence eau, les tarifs n'ont pas évolué de 2020 à 2022), sauf lorsque des travaux majeurs ont dû être engagés (cf. Trondes).

Cela étant, les travaux à mener en eau et assainissement dans le cadre du programme pluriannuel d'investissement, auxquels s'ajoutent l'augmentation générale des coûts et les crédits nécessaires au fonctionnement de la régie ont conduit à proposer une évolution des tarifs de l'eau et de l'assainissement à compter de 2023. Examinée en conseil d'exploitation, en commission des Maires et validée lors du conseil communautaire du 15 décembre 2022, cette évolution des tarifs est plafonnée, dans une préoccupation d'acceptabilité pour l'usager, déjà fortement impacté par les augmentations des prix subis en 2022. Elle s'inscrit également dans une logique d'harmonisation progressive des tarifs à l'échelle du territoire.

Pour 2023, les opérations majeures à prévoir sont :

Pour l'eau :

- Poursuite des travaux de sécurisation du Parc de Haye
- Lancement travaux réhabilitation de la station de refoulement de St Mansuy à Toul
- Lancement des travaux Lucey-Pagney
- Gestion patrimoniale et accompagnement des travaux communaux
- Evolution tarifaire à consolider (tarification sociale/progressive à examiner)

Pour l'assainissement :

- Fin des travaux Bouvron et Boucq
- Démarrage travaux « Terres Toulaises Nord » (2à 3 ans)
- Fin des études Laneuveville-derrière-Foug et lancement de la consultation
- Gestion patrimoniale et accompagnement des travaux communaux

Pour la GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et protection contre les inondations):

Concernant les rivières (GEMA) :

- Fin des travaux Terrouin
- Poursuite des travaux Esch
- Poursuite plan de préservation et de valorisation « Gare le Cou » (Toul et Domgermain)
- Poursuite des études sur les ruisseaux de Gye
- Relance de la suite des études sur l'Ingressin et affluents
- Lancement d'une étude diagnostique sur l'ensemble du chevelu de la CC2T

Concernant la protection contre les inondations (PI) :

Cette mission est déléguée à l'EPTB, dont la cotisation passe de 2,80 €/hab à 3,20€/hab en 2023. La progression de cette charge financière, supportée par le budget principal et sans recette affectée, amène à s'interroger sur la pertinence d'une taxe GEMAPI, déjà instaurée par nombre d'intercommunalités. Cela devra faire l'objet d'un examen en commission et en conseil courant 2023.

Pour mémoire, la cotisation sollicitée par l'EPTB est affectée notamment aux travaux sur la vallée du Madon, à la finalisation des études sur la vallée de la Meurthe et aux études de danger sur la vallée de la Moselle .

2) Poursuite du Plan Climat Air Energie Territorial

En 2019, la Communauté de Communes Terres Toulaises a décidé de se lancer dans la conception d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) mutualisé à l'échelle du Pays Terres de Lorraine.

En 2020, les élus de la CC2T ont validé les différents enjeux du PCAET. Ceux-ci s'organisent autour de 5 thématiques transversales :

- Aménagement du territoire et habitat,
- Mobilité,
- Énergie renouvelable,
- Agriculture et forêt,
- Économie et entreprises,
- Écoresponsabilité

La CC2T a déjà engagé diverses actions et programmes en faveur de la transition écologique, tels que :

- la mise en place il y a 10 ans de la tarification incitative des déchets,
- la création d'une station de chaufferie biomasse,
- mise en place du réseau de transport public Colibri sur l'ensemble du territoire
- la réalisation d'actions visant à encourager l'autopartage (2 aires de covoiturage réalisées en 2022)
- la mise à disposition gratuite d'un conseiller en énergie partagée, dans le cadre de postes créés à l'échelle du Pays Terres de Lorraine et cofinancés par les EPCI membres
- l'aide à la rénovation énergétique des logements
- la sensibilisation et l'incitation des entreprises pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures de leurs bâtiments

D'autres programmes sont en cours ou en phase projet :

- la réalisation de parcs photovoltaïques (Ecouves pour la CC2T, Pierre-le-Treiche, Villey-Saint-Etienne)
- la réalisation d'une station multi-énergie (GNV et hydrogène) à Gondreville
- la mise en place d'une stratégie de préservation et de valorisation de la forêt dans le cadre de la charte forestière de territoire en cours de construction au sein du Syndicat mixte de la forêt de Haye, composé de la Région, du Département 54, de la Métropole, des CC terres Toulaises, Bassin de Pompey et Moselle-et-Madon
- la déclinaison du « décret tertiaire » sur les bâtiments de + de 1000 m² propriété de la CC2T afin de réduire leur consommation énergétique

Compte tenu des enjeux en la matière sur les différents sites de la CC2T, la création d'une autorisation de programme dotée d'une enveloppe prévisionnelle pluriannuelle sera proposée lors du vote du budget.

3) Déchets ménagers : des choix ambitieux, difficiles et responsables

L'année 2023 a démarré avec la mise en œuvre opérationnelle des nouveaux marchés et l'application des nouvelles modalités de collecte et de tri, à savoir la collecte en C0,5 (une semaine sur deux) pour les ordures ménagères collectés en bac et la modification des modalités de tri, nécessitant de séparer les déchets fibreux (papier, cartonnage) et non fibreux (emballages plastiques et métalliques).

Si ces choix ont avant tout été guidés par la nécessité de contenir autant que possible l'augmentation des coûts de service, une évolution des tarifs de la TEOMi s'avère néanmoins nécessaire. Cette perspective a déjà été abordée plusieurs fois lors des réunions de commissions et en conseil communautaire lors du DOB 2022.

En effet, le budget annexe des ordures ménagères a bénéficié durant plusieurs années d'une situation financière favorable, avec un résultat excédentaire, qui a notamment conduit la collectivité à revoir à la baisse le taux de TEOM et à engager des investissements importants pour l'amélioration du service rendu (déploiement de plate-formes des déchets verts, travaux de rénovation de la déchèterie de Toul...).

La conjoncture a beaucoup changé, avec des coûts de service de plus en plus lourds (augmentation de la TGAP, augmentation des coûts de traitement, de collecte...).

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 06/03/2023
REÇU EN PREFECTURE
Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

Quels que soient les efforts de la collectivité pour contenir les coûts et prévoir à terme une maîtrise du marché de traitement - via la construction d'un incinérateur mutualisé entre EPCI, dont la mise en route opérationnelle est prévue pour 2027 - il est indispensable de revoir la tarification des OM afin a minima d'équilibrer le budget.

Le besoin de financement complémentaire nécessaire pour équilibrer le budget est estimé à 1 million d'euros en 2023.

L'évolution tarifaire proposée retiendrait à la fois une hausse du prix au volume de la part incitative, resté inchangé depuis 2015, et une hausse du taux de la part fixe assise sur les bases foncières.

Avec un montant de TEOMi moyen de l'ordre de 153€ par foyer (part incitative + part fixe), cette hausse représenterait en moyenne une cinquantaine d'euros par an par foyer, nécessaire pour maintenir un service efficient et contribuer à réduire l'impact environnemental des déchets ménagers.

Sans les choix opérés et l'ensemble des optimisations recherchées par la Communauté, la hausse de tarif aurait été plus importante.

L'année 2023 sera mise à profit pour suivre précisément les évolutions engagées, avec un enjeu très fort d'intégration des nouvelles consignes par les habitants.

E/ LIEN COMMUNES-COMMUNAUTE : LE CHOIX DE LA PROXIMITE ET DE LA SOLIDARITE

1) Actions du schéma de mutualisation

Dans le cadre du schéma de mutualisation du bloc communes-communauté, plusieurs actions se sont déjà mises en place au fil du temps :

- Mise à disposition des équipes du ST2i pour la réalisation de travaux dans les communes
- Commandes groupées, pilotées par la CC2T, de certains matériels et équipements également utiles aux communes : défibrillateurs, sel de déneigement et accessoires liés, équipements de sécurité sanitaire, contrats de maintenance et vérifications réglementaires
- Opérations de contrôle des bornes à incendie dans les communes

A l'inverse, certaines mutualisations de moyens sont pilotées par les communes et mises à disposition de la CC2T. C'est le cas des opérations de déneigement des zones d'activités de la CC2T, réalisées par les communes où sont situées ces zones et refacturées à la CC2T.

Durant l'année 2021, la question de la création d'un réseau de secrétaires de Mairies a pu être approfondie, dans le but de proposer des solutions répondant autant que possible aux difficultés auxquelles sont confrontées les Mairies.

En effet, à l'occasion de nombreuses rencontres initiées avec les Maires du territoire, un diagnostic des problèmes rencontrés a pu être réalisé : besoins de formation, de développement des connaissances et des compétences opérationnelles, problématique des remplacements en cas d'absence.

Au fil des échanges lors de plusieurs commissions des Maires en 2021 et 2022, a été formulée la proposition de venir en soutien des communes lors d'absences de leurs secrétaires de Mairie pour assurer les urgences de comptabilité, via un poste qui resterait basé à la CC2T et moyennant une facturation aux communes à l'heure ou à l'acte.

Cette proposition ne semble pas répondre à l'attente des Maires, qui, lors de la dernière commission des Maires du 26 janvier 2023, ont exprimé le besoin d'un soutien par la CC2T au financement des formations de leur secrétaires, même lorsque ces temps de formation s'organisent entre communes (paiement d'heures de mise à disposition de secrétaires expérimentés/ées).

Cette demande, qui semble faire consensus au sein des Maires qui se sont exprimés sur le sujet, va permettre à la CC2T de formuler une proposition en ce sens, vraisemblablement via la dotation de solidarité, seul outil permettant ce type de contribution à des dépenses de fonctionnement des communes, situées hors champ de compétence de la CC2T.

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

REÇU EN PREFECTURE

Le 06/03/2023

Application agréée E-legalite.com

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour l'année 2023

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

2) Poursuite du Pacte financier et fiscal

Les mesures mises en œuvre jusqu'à présent dans le cadre du Pacte Fiscal et Financier communes-communauté visent à gagner en équité et en solidarité territoriales, en utilisant les marges de manœuvre dont dispose le bloc communes-communauté, dans un contexte de raréfaction globale des ressources publiques :

- **Rééquilibrage des attributions de compensation** (en + ou en -) prenant en considération la situation des communes et les indicateurs de richesse,
- **Prise en charge par la CC2T de la totalité du prélèvement du FPIC** (fonds national de péréquation intercommunale) dont sont redevables la communauté de communes et les communes membres,
- **Création d'une dotation de solidarité communautaire** destinée exclusivement aux communes à compter de 2020 et alimentée par la communauté de communes (500 000 € répartis entre les communes avec application de critères validés en assemblée),
- **Partage à venir de 50% produit de l'IFER** (impôt forfaitaire sur les entreprises de réseau) communautaire pour de nouveaux projets photovoltaïques menés par les communes et pour lesquels aucun produit d'IFER ne revient à la commune. La CC2T affectera 50% du produit complémentaire d'IFER photovoltaïque aux communes (20% à la commune d'implantation, 30% à l'ensemble des communes).
- **Partage de 50% de la croissance de la taxe foncière bâtie (TFB) communale des ZAE communautaires** sur lesquelles la CC2T a assumé des dépenses d'équipement. Ce reversement sera effectif à compter de 2022 et est conditionné à la croissance du produit de TFB communal (en cas de création de surface nouvelle et en cas de reprise de locaux vacants pour y installer une activité nouvelle).
- **Prélèvement prioritaire sur les sommes reversées par la CC2T aux communes en cas de fermeture significative d'entreprise** (établissement dominant), et ce, afin de venir en soutien de la commune d'implantation qui se verrait confrontée à la perte de taxe foncière bâtie de cet établissement.

En 2022, la dotation de solidarité communautaire versée aux communes a été abondée de 200 000 €, portant son montant global à 700 000 € par an, avec application des mêmes critères de répartition.

Au total et sur la durée du mandat, cette dotation versée par la CC2T aux communes représente à ce stade un montant total de 3,8 millions d'euros.

Dans le cadre du schéma de mutualisation et de la question des secrétaires de Mairie évoquée dans le paragraphe précédent, pour répondre à l'attente formulée par plusieurs Maires, la proposition d'un soutien par la CC2T au financement des formations des secrétaires de Mairie pourra faire l'objet d'un abondement de la dotation de solidarité, selon des modalités à définir collégialement.

D'autres pistes d'approfondissement du pacte financier et fiscal doivent également être examinées et feront l'objet d'un séminaire courant 2023.

3) Rencontres territorialisées au sein de la communauté : bilan et perspectives

Afin de favoriser le dialogue direct avec les communes, dans un format resserré plus adapté à la fluidité des échanges, le Président et l'exécutif ont initié la mise en place de « réunions territoriales » avec l'ensemble des communes de la CC2T, découpées en 4 secteurs distincts.

Ces rencontres se sont organisées dans un 1^{er} temps avec les Maires à l'automne 2021, puis avec les conseillers municipaux à l'automne 2022.

Si la diversité des thèmes abordés a permis, lors des rencontres de 2022 avec les conseillers municipaux, d'échanger sur de nombreux sujets en lien avec les compétences de la CC2T et au cœur des préoccupations des communes, la participation fut en revanche assez modeste, puisque ce sont seulement 110 conseillers municipaux environ qui ont participé à ces réunions.

Ce constat a invité le Président et l'exécutif à proposer une formule différente pour les rencontres souhaitées avec la population. Ainsi, une journée type « portes ouvertes » sera organisée au printemps 2024. Elle sera dédiée à la présentation des actions de la CC2T et réservera des moments d'échanges, de découvertes et de convivialité.

F/ CONTRIBUER AU RAYONNEMENT DU TERRITOIRE

1) Soutien au milieu associatif et à la coopération décentralisée

Chaque année la communauté de communes mobilise l'équivalent de 1€ par habitant pour venir en soutien de manifestations associatives locales, qui contribuent au rayonnement du territoire et participent à la promotion de la collectivité et du territoire, avec une attention particulière aux démarches de développement durable et de citoyenneté.

En 2022, ce sont 22 associations qui ont été soutenues dans leurs initiatives, touchant divers domaines (culture, sport, animation du territoire, citoyenneté et écocitoyenneté...), pour un montant global de 44 100€. Pour 4 associations, une convention pluriannuelle de partenariat est conclue avec la CC2T (Tota Compania, Théâtre de Cristal, Compagnie Man'ok, SCIC Turbul'lance).

A titre ponctuel et pour soutenir la reprise du festival JDM, l'octroi de la subvention 2023 à la SCIC Turbul'lance fait l'objet d'un versement anticipé, afin de les aider à faire face à leurs besoins de Trésorerie. Les autres collectivités partenaires ont fait la même démarche.

A l'enveloppe annuelle « classique » s'ajoute l'octroi possible de subventions exceptionnelles (enveloppe de 5 000 € au budget 2023). Dans ce cas, il s'agit d'accompagner financièrement un projet revêtant un caractère exceptionnel du fait de son fort rayonnement communautaire et de son impact sur le territoire.

Par ailleurs, dans le cadre de la compétence communautaire de coopération décentralisée, la CC2T est partenaire depuis plus de 10 ans d'une communauté rurale en Casamance au Sénégal (Oukout), qu'elle accompagne dans ses projets d'intérêt général (eau potable, mobilité, économie...). Elle mobilise pour cela des crédits budgétaires sur les budgets eau et assainissement, tels que prévus par la loi Oudin-Santini de 2005, qui permet aux collectivités d'affecter jusqu'à 1% de ces budgets à des actions de coopération et de solidarité internationales.

2) Relations avec les collectivités voisines

Plusieurs domaines d'actions de la communauté de communes impliquent d'étendre la réflexion au-delà des frontières du territoire intercommunal. C'est ainsi que des partenariats avec d'autres structures institutionnelles se sont tissés au fil du temps et continuent d'évoluer :

⇒ **Le Pays Terres de Lorraine**, composé des communautés de communes de Moselle-et-Madon, du Saintois, de Colombey sud Toulais et de Terres Toulaises. Il met en œuvre des actions de coopération principalement dans les domaines de l'économie, de l'énergie, de l'alimentation, de la santé.

L'évolution des missions du Pays et la création en 2021 de l'agence de développement Lorr'up à l'échelle Sud 54 l'ont amené à revoir son organisation et à clarifier ses domaines d'actions au travers divers outils, synthétisés ci-dessous :

- Transition énergétique (accompagnement des PCAET, conseiller en énergie partagée..)
- Programme alimentaire territorial et agriculture
- Contrat local de santé
- Mission Locale
- MEEF
- Accompagnement des créateurs d'entreprises (missions ex-ADTL non transférées à Lorr'up)

⇒ **Le Pôle métropolitain Nancy Sud Lorraine**, composé des 13 intercommunalités du Sud 54, plus communément appelé la « Multipôle ». Fédérées initialement autour du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), les intercommunalités mènent depuis 2017 des actions communes en matière d'aménagement et d'urbanisme, de mobilités, d'économie, de numérique, de tourisme, d'environnement et d'agriculture.

Le document SCOT de planification urbaine, en cours de révision, a fait l'objet d'une séance dédiée de la commission des Maires le 12 janvier dernier, afin d'examiner et de débattre des impacts possibles sur le PLUih de la CC2T en cours de finalisation.

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

REÇU EN PREFECTURE

Le 06/03/2023

Application agréée E-legalite.com

Dans le domaine économique, l'agence Lorr'up, que Fabrice Chartreux est amené à présider à la suite du mandat exercé actuellement par Mathieu KLEIN, a vocation à développer les coopérations des EPCI dans le domaine économique, concourir à l'attractivité globale du Sud 54 et accompagner les porteurs de projets de développement.

⇒ **Le Pôle métropolitain européen du Sillon Lorrain**, porté à l'origine par les 4 intercommunalités de Thionville, Metz, Nancy et Epinal, compte la CC2T comme « territoire associé » depuis fin 2019.

Cette structure a pour vocation globale de favoriser la compétitivité et le rayonnement de ce grand territoire au sein de la région Grand-Est. Cela passe par différents types de coopérations, qui ont pour objectifs de structurer et coordonner des prises de position communes (sur des sujets comme l'A31, la santé...), de partager un niveau d'expertise sur des sujets innovants et/ou à enjeu et de coconstruire des projets métropolitains (réalisation d'une bibliothèque numérique, création du label Lorr'Tech pour les entrepreneurs...).

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

REÇU EN PREFECTURE

le 06/03/2023²³

Application agréée E-legalite.com

G/ TABLEAU DE BORD DES PRINCIPALES OPERATIONS 2023

	Opération engagée, en cours
	Opération proposée – décision à prendre

	THEME OPERATION	ECHEANCIER	IMPACT BUDGETAIRE 2023	OBSERVATIONS	ELUS REFERENTS
A M E N A G T D U T E R R I T O I R E	MOBILITE	2020 et après	Budget annexe sans dotation du budget principal	DSP en cours jusque fin 2025 Actions et équipements de mobilité alternative Plan vélo validé en décembre 2022 - cofinancements à obtenir + priorisation des actions pour démarrage des 1ères réalisations dès 2023	J. BOCANEGRA E. POIRSON
	Réaménagement Gare de Toul	2019-2023	Budget annexe mobilité opération subventionnée à 60% minimum total : 1,75 M€ HT	Requalification en pôle d'échange multimodal Travaux en cours – achèvement prévu pour fin 2023	A.HARMAND J. BOCANEGRA
	NUMERIQUE	2018-2023	452 160 € Total : 2,3 M€	Pilotage Région Grand Est La CC2T participe à hauteur de 2,3M€ en lieu et place des communes (dépense pluriannuelle)	F. CHARTREUX
	Plan Climat Air Energie Territorial	pluriannuel	Actions transversales (mobilité, environnement, développement...) Autorisation de programme amélioration énergétique bâtiments CC2T à créer	Réalisation en lien avec le Pays Terres de Lorraine Mise en œuvre progressive des actions inscrites au PCAET (parcs photovoltaïques, station multi- énergies verte, mobilité alternative, reboisement dans les communes en compensation aménagement ZAE parc de Haye...)	O. HEYOB X. COLIN

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 06/03/2023²⁴

REÇU EN PREFECTURE

le 06/03/2023²⁴

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

U R B A H A B I T A T	URBANISME- PLUiH	2018-2023	Estim. CP 108 000 € pour 2023 (Montant total : 880 000€)	Enquête publique 8 février-17 mars 2023 Approbation finale 2 ^{ème} semestre 2023	JP. COUTEAU
	OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat)	pluriannuel	Crédits 2023 : 1 ^{ère} estimation 276 000 € (y compris aides aux particuliers, études et accompagnement, hors reports)	Aides versées aux particuliers sous conditions de ressources CC2T avance les subventions Région, puis reversement (50%)	JP COUTEAU

D E V E L O P P E M E N T	PITE, Espace K, Génie, Bruley, Noviant-aux-Prés, Zones logistiques	pluriannuel	Budgets annexes	Poursuite des opérations de commercialisation, d'aménagement et d'entretien des zones.	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	Travaux requalification accès au Pôle J d'Arc	2021-2023	Enveloppe 2023 : 498 000 €	⇒ Achèvement requalification voiries Pôle J d'Arc : prise en charge CC2T (estim. 2M€HT) ⇒ Requalification friche ex-CHU : recrutement d'un aménageur 1 ^{er} trim. 2023	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	ZAE Parc de HAYE	pluriannuel	Concession à SEBL Enveloppe 2023 : 900 000 €	Travaux de requalification des voiries, réseaux, création d'un giratoire, pistes cyclables, nouvel éclairage public, la démolition des bâtiments vétustes... Coût global estimé à 17 M€HT	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	SIAé de Domgermain	pluriannuel	Portage EPFL Puis concession ?	Fermeture du site militaire fin 2024 Proposition de requalification en ZAE 2023 : études préalables à la cession financées par l'Etat (pollutions, diagnostic technique des bâtiments...) Etude faune-Flore (CC2T)	F. CHARTREUX JP COUTEAU
	Parc de Loisirs de la Forêt de Haye	pluriannuel	Budget principal	Charte forestière en cours d'élaboration + partenariat entre EPCI/CD 54 pour l'animation et la valorisation du Parc de Loisirs Adhésion au syndicat mixte en 2023	X. COLIN
	Pol. commerciale, économie rurale	pluriannuel	Budget principal 24 000 €	Manager de commerce mutualisé avec la commune de Toul	A. HARMAND
	Tourisme	pluriannuel	Budget principal Cotisation socle Maison du Tourisme 225 990 €	Nouveau format Maison du Tourisme et adaptation des missions depuis 2021.	JP COUTEAU
	Projet INSERRE	pluriannuel	Estim. 2023 170 000 € (achat des terrains)	2021/2024 : acquisition foncière (CC2T) et études préalables (Etat) Ouverture annoncée pour 2027	F. CHARTREUX A. HARMAND

E N V I R O N N E M E N T	EAU	Depuis 2020	Budget annexe	Poursuite des travaux de sécurisation du Parc de Haye Lancement travaux réhabilitation de la station de refoulement de St Mansuy à Toul Lancement des travaux Lucey-Pagney Gestion patrimoniale et accompagnement des travaux communaux Evolution tarifaire 2023, à consolider en 2024 (tarification sociale/progressive à examiner)	L. GUYOT
	RIVIERES GEMAPI PLUVIAL	pluriannuel	Budget principal Crédits 2023 (investissement et reports) : Estim. 650 000 € (80 % de subventions) + cotisation EPTB en fonctionnement (144 000 €)	Fin des travaux Terrouin Poursuite des travaux Esch Poursuite plan de préservation et de valorisation « Gare le Cou » (Toul et Domgermain) Poursuite des études sur les ruisseaux de Gye Relance de la suite des études sur l'Ingressin et affluents Lancement d'une étude diagnostique sur l'ensemble du chevelu de la CC2T Missions déléguées à l'EPTB sur la partie protection des inondations : cotisation 2023 : 3,20€/hab → réflexion à mener sur instauration taxe Gemapi	L. GUYOT JL. STAROSSE
	PROGRAMME ASSAINISSEMENT	pluriannuel	Budget annexe	Fin des travaux Bouvron et Boucq Démarrage travaux « Terres Toulaises Nord » (2à 3 ans) Fin des études Laneuveville-derrière-Foug et lancement de la consultation Gestion patrimoniale et accompagnement des travaux communaux	L. GUYOT
	PROGRAMME OM	pluriannuel	Budget annexe	Nouveaux marchés Nouvelles modalités collecte et tri Mise en place de solutions pour les biodéchets + déchets cantines en lien avec le SMGT Poursuite déploiement plateformes de déchets verts Poursuite projet incinérateur mutualisé	JL STAROSSE
	ESPACES NATURELS ECOCITOYENNETÉ BIODIVERSITÉ	pluriannuel	Diverses lignes mobilisées sur le budget principal	Actions de sensibilisations à l'éco-citoyenneté Interventions Espaces naturels sensibles et sites Natura 2000 Entretien et gestion des vélos routes voies vertes (20 000 € en 2023)	JL CLAUDON

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 06/03/2023²⁷

REÇU EN PREFECTURE

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

S E R V I C E S P U B L I C S	SCHEMA DE MUTUALISATION	pluriannuel	Budget principal Charges à caractère général et recettes en fonctionnement	Interventions ST2i dans les communes Commandes groupées nouveau poste commande publique CC2T en partie dédié à l'accompagnement des communes Réflexion sur secrétaires de Mairies : plusieurs examens en com des Maires en 2023. Orientation souhaitée : un soutien financier de la CC2T aux frais de formation des secrétaires de Mairies	C. SAUVAGE
	PETITE ENFANCE	pluriannuel	Budget principal Fonctionnement Recettes redevances des familles et CAF	Crèches intercommunales de Bois de Haye et Manonville, Relais Parents Enfants (RPE) Coordination et lien avec le CCAS de Toul	D. PICARD
			Investissement : relocalisation RPE coût estimatif 270 K€ HT sub. CAF- DETR-CD54	Relais parents Enfants (RPE): relocalisation dans le bâtiment 001 2022 : Etude de faisabilité + recherche cofinancements 2023 : lancement consultation pour maîtrise d'œuvre + démarrage des travaux (fin 2023)	
	Soutien au milieu associatif	pluriannuel	Budget général Env. 50 000 €/an	Soutien aux manifestations ayant un rayonnement intercommunal	E. PAYEUR
	Coopération décentralisée	pluriannuel	Max. 48 000 €	Soutien aux opérations d'adduction d'eau potable Crédits loi Oudin et budget général	E. PAYEUR
	OVIVE Travaux d'extension	pluriannuel	Budget général Nouveau programme et nouvelle estimation à soumettre en 2023	2 appels d'offres infructueux Opération relancée avec intervention préalable d'un programmiste	E. PAYEUR
	Base Nautique André Vecker	2020-2024	Budget général Coût estimatif 2021: 1,8 M€ HT Crédits 2023 : 50 000 €	Permis de construire en cours d'instruction Appel d'offres : 1 ^{er} semestre 2023 Démarrage des travaux espéré pour fin 2023	E. PAYEUR
	Relocalisation équipes techniques pôle environnement	2021-2025	Budgets annexes Estim. : 1 169 000 € HT	Requalification ST2i pour équipes techniques eau/assainissement Construction d'une nouvelle base pour le ST2i 2023-2025 : installation provisoire équipes eau/asst dans bâtiments Algeco (location)	F. CHARTREUX C. SAUVAGE
	Nouveaux bâtiments pour ST2i		Estim. : 2 167 000 € HT Crédits 2023 : 50 000 €		
	Site de la Rochotte Pierre-la-Treiche	pluriannuel	Budget général 2023 : 30 000 € (acquisition foncière) Estimation globale du coût à faire en 2023	Projet de reprise du site désaffecté pour activités insertion/production maraîchère circuits courts + valorisation patrimoine naturel pour actions de sensibilisation ENS et écocitoyenneté	F. CHARTREUX C. SAUVAGE JL CLAUDON

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 06/03/2023²⁸

REÇU EN PREFECTURE

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

3/ LES FINANCES DE LA COMMUNAUTE

A/ LES RESULTATS COMPTABLES POUR L'ANNEE 2022

COMPTE ADMINISTRATIF PROVISoire 2021	SECTION DE FONCTIONNEMENT	Taux de réalisation réel hors report	SECTION D'INVESTISSEMENT	Taux de réalisation global de la section	TOTAL
BUDGET PRINCIPAL CC2T (70000)					
TOTAL DEPENSES	23 314 996	98,3%	3 444 203	52,2%	26 759 198
TOTAL RECETTES	25 070 511	103,8%	4 518 783	67,2%	29 589 294
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 755 515		1 074 581		2 830 096
REPORT ANTERIEUR	1 317 000		-838 018		478 982
RESTES A REALISER (SOLDE)			-681 125		-681 125
BUDGET ANNEXE TEOM (70002)					
TOTAL DEPENSES	5 426 676	88,2%	439 208	35,9%	5 865 884
TOTAL RECETTES	5 380 209	101,6%	442 717	36,2%	5 822 926
RESULTAT DE L'EXERCICE	-46 467		3 509		-42 958
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	1 557 185		-19 911		1 537 273
RESTES A REALISER (SOLDE)			-97 321		-97 321
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (70001)					
TOTAL DEPENSES	3 548 415	90,2%	2 828 942	36,7%	6 377 357
TOTAL RECETTES	4 115 553	104,1%	5 151 758	66,9%	9 267 311
RESULTAT DE L'EXERCICE	567 138		2 322 816		2 889 954
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	929 545		-413 743		515 801
RESTES A REALISER (SOLDE)			-501 082		-501 082
BUDGET ANNEXE EAU POTABLE (70007)					
TOTAL DEPENSES	5 054 781	90,9%	2 620 882	42,8%	7 675 663
TOTAL RECETTES	5 158 925	110,0%	2 644 619	47,3%	7 803 544
RESULTAT DE L'EXERCICE	104 144		23 737		127 881
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	1 549 095		531 366		2 080 462
RESTES A REALISER (SOLDE)			779 427		779 427
BUDGET ANNEXE ZAR NOVIANT (70003)					
TOTAL DEPENSES	20 751	67,4%	15 300	6,2%	36 051
TOTAL RECETTES	45 677	100,4%	13 348	7,4%	59 026
RESULTAT DE L'EXERCICE	24 926		-1 952		22 974
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	102 789		63 907		166 696
RESTES A REALISER (SOLDE)			-4 590		-4 590
BUDGET ANNEXE PITE (70006)					
TOTAL DEPENSES	449 400	53,6%	17 114	4,2%	466 514
TOTAL RECETTES	449 400	100,6%	0	0,0%	449 400
RESULTAT DE L'EXERCICE	0		-17 114		-17 114
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	0		209 089		209 089
RESTES A REALISER (SOLDE)			0		0
BUDGET ANNEXE MOBILITE (71000)					
TOTAL DEPENSES	2 648 045	68,3%	643 889	56,0%	3 291 934
TOTAL RECETTES	3 308 808	109,9%	133 842	12,4%	3 442 650
RESULTAT DE L'EXERCICE	660 763		-510 047		150 716
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	1 699 297		74 867		1 774 164
RESTES A REALISER (SOLDE)	2 360 061		-435 180		1 924 880
CONSOLIDATION (TOUS BUDGETS)					
TOTAL DEPENSES	40 463 064		10 009 538		50 472 602
TOTAL RECETTES	43 529 084		12 905 067		56 434 151
RESULTAT DE L'EXERCICE	3 066 020		2 895 529		5 961 550
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	7 154 911		-392 444		6 762 466
RESTES A REALISER (SOLDE)			-399 767		-399 767

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC21 pour le 06/03/2023²⁹

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

B/ LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA COMMUNAUTE

Le résultat de fonctionnement évolue comme suit par rapport aux données antérieures consolidées :

	CC2T - Budget principal						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation
Recettes réelles de fonctionnement hors 002	21 277 238	21 605 801	22 468 292	22 922 680	23 769 936	24 748 717	+4%
Dépenses réelles de fonctionnement	19 201 019	19 449 403	21 006 691	20 603 504	21 079 134	22 103 918	+5%
Epargne brute (recettes – dépenses)	2 076 219	2 156 397	1 461 601	2 319 176	2 690 803	2 644 799	-2%
Epargne nette (capital de la dette déduit)	1 678 310	1 759 551	960 218	1 912 891	2 279 421	2 204 783	-3%
Capacité de désendettement	3,36	3,05	4,27	2,52	2,02	2,05	+2%
Transferts d'ordre	-635 461	-748 943	-624 712	-741 129	-843 478	-889 283	+5%
Résultat de fonctionnement de l'exercice	1 440 758	1 407 455	836 889	1 578 047	1 847 325	1 755 515	-5%
Résultat de fonctionnement reporté (002)	1 648 873	1 701 738	2 275 192	1 291 644	979 829	1 317 000	+34%

Nota : une provision a été constituée au titre de la reprise du Parc de Haye pour 1M€ en 2019, ce qui augmente d'autant les dépenses réelles de fonctionnement. La progression des recettes réelles de fonctionnement en 2021 correspond à la perception exceptionnelle de 814 072 € de rôles supplémentaires de fiscalité en fin d'exercice. Par ailleurs, du fait de la crise sanitaire, 2020 et 2021 restent deux années atypiques.

La santé financière de la Communauté peut s'apprécier en rapportant l'endettement à l'épargne brute. La capacité de désendettement ainsi calculée (principal ratio de solvabilité) correspond à la durée en années qui serait nécessaire pour rembourser complètement la dette en y consacrant la totalité de l'épargne dégagée. Traditionnellement, on considèrerait que le premier seuil d'alerte de la capacité de désendettement se situait à 10 ans et que ce ratio ne devait pas dépasser 15 ans.

Dans la mesure où des événements ponctuels peuvent altérer l'interprétation des comptes des collectivités, les notions d'épargne brute courante et d'épargne nette courante, purgées des opérations à caractère exceptionnel (charges et produits exceptionnels, dotations ou reprises sur provision) permettent de mieux approcher la capacité d'autofinancement réelle.

Le tableau ci-après récapitule ces éléments pour les principaux budgets :

	Budget principal	Budget TEOM	Budget assainiss.	Budget eau pot.	Budget mobilité	Budget ZAR	TOTAL
Epargne brute <u>courante</u> 2022	2 575 545	185 083	1 511 109	993 664	651 883	38 952	5 956 236
Epargne nette <u>courante</u> 2022	2 135 529	-13 399	1 059 869	594 602	651 883	38 952	4 467 435
Capa. de désendettement <u>courante</u> 2022	2,3	3,0	5,1	5,9	NA	NA	
Capa. de désendettement <u>courante</u> 2021	2,1	2,2	3,6	3,8	NA	NA	

Recettes réelles courantes de fonctionnement : hors résultat reporté (002), produits exceptionnels (77) et reprises sur provisions (78)

Dépenses réelles courantes de fonctionnement : hors charges exceptionnelles (67) et dotations aux provisions (68)

Epargne brute courante = recettes réelles courantes de fonctionnement - dépenses réelles courantes de fonctionnement

Capacité de désendettement courante = encours de dette / épargne brute courante

Epargne nette courante = épargne brute courante - remboursement en capital de la dette

* Hors rôles supplémentaires de fiscalité (non récurrents), la capacité de désendettement courante pour 2021 est de 3,0 ans.

La CC2T bénéficie en 2022 de la dynamique de la TVA nationale, +9,6% soit 550K€ dont 380K€ notifiés en novembre 2022, dont elle obtient une fraction suite à la suppression de la taxe d'habitation.

La Communauté, en bonne situation financière, devra veiller à maintenir un niveau d'épargne suffisant pour financer les programmes d'investissement prévus (et couvrir les dotations aux amortissements).

Les tendances d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement suivant (tous budgets confondus) sont les suivantes :

CA 2021	CA 2022	Prév. 2023	Prév. 2024
34 429 398	37 146 377	41 576 155	42 407 678

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 06/03/2023³⁰

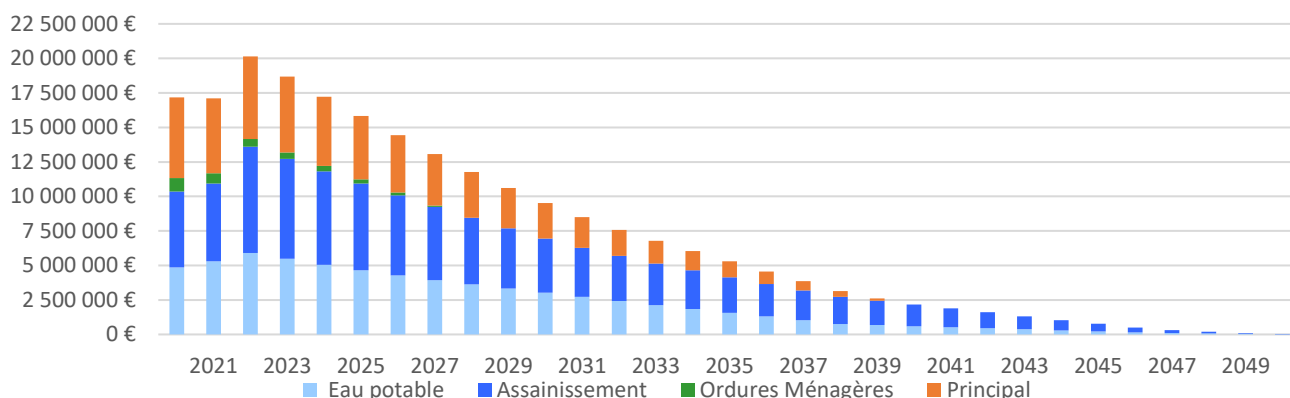
Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

C/ LA GESTION DE LA DETTE

Afin de financer les équipements de la Communauté, il a été nécessaire de recourir à l'emprunt.

Le graphique suivant illustre le profil d'extinction de la dette actuelle dans le temps pour les principaux budgets :



Dette actuelle (tous budgets cumulés, en M€)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
remboursements de dette annuels déduits	17,17	17,11	20,14	18,68	17,22	15,82	14,44	13,07	11,76	10,61

	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET O.M.	BUDGET ASSAINISSEMENT	BUDGET EAU POTABLE
Annuité du compte administratif 2022	614 352 €	228 657 €	618 742,99 €	446 023 €
dont remboursement en capital	440 016 €	198 482 €	451 240,17 €	399 062 €
dont intérêts de la dette réglés à l'échéance	174 336 €	30 175 €	167 502,82 €	46 960 €
Capital restant dû (CRD) au 31/12/2022	5 987 600 €	551 506 €	7 710 433,40 €	5 890 942 €
dont sans risque (catégorie A1 de la charte Gissler)	5 009 568 €	551 506 €	7 710 433 €	5 890 942 €
dont barrière simple (catégorie B1 de la charte)	978 031 €	- €	- €	- €
CRD par habitant (pop. légale 2022)	132,38 €	12,19 €	170,47 €	130,24 €
Taux moyens approchés des intérêts de la dette	3,1%	4,1%	2,6%	0,9%
Encours de la dette / recettes réelles de fonct.	24%	10%	198%	117%

A titre de comparaison, pour les communautés de communes à fiscalité professionnelle unique, l'encours moyen de dette par habitant se situe à 204 €, et le taux d'endettement moyen est de 52% des recettes réelles de fonctionnement (source DGCL « Les collectivités locales en chiffres 2022 »).

Les perspectives d'endettement sont différentes selon les budgets :

- ✧ **Budget principal** : 4,4M€ des 6M€ d'encours de dette actuels sont liés au financement du centre aquatique Ovide (amorti sur 30 ans). Les nouveaux projets nécessiteront à l'avenir de recourir à l'emprunt pour un volume global estimé à ce stade à 7M€, dont 1M€ ont été mobilisés dès 2022.
- ✧ **Budget ordures ménagères** : l'endettement actuel est essentiellement issu des aménagements des points d'apport volontaire enterrés et semi-enterrés réalisés.
- ✧ **Budget assainissement** : le plan pluriannuel d'investissement, 13M€ prévus d'ici 2025, nécessitera un recours à l'emprunt de l'ordre de 5M€ pendant le mandat, en maintenant la capacité de désendettement sous le seuil d'alerte de 10 ans avec une première contractualisation opérée de 2,5 M€ en 2022 mais sans nouvel emprunt en 2023.
- ✧ **Budget eau** : 1M€ d'emprunt a été contractualisé en 2022. Compte tenu des enjeux forts de sécurisation de l'approvisionnement, un recours à l'emprunt important sera nécessaire, en maintenant également la capacité de désendettement sous le seuil d'alerte de 10 ans. Un premier arbitrage a été opéré avec un relèvement de la redevance en 2023 mais la réflexion sur l'évolution des tarifs sera poursuivie et le programme pluriannuel d'investissement ajusté dans le cadre de l'actualisation de la prospective financière. Aucun emprunt nouveau ne serait mobilisé en 2023.
- ✧ **Budget mobilité** : il n'y a pas d'emprunt en cours ni de recours à l'emprunt programmé à ce stade.
- ✧ **Budget de la zone artisanale de Noviant-aux-Prés** : la dernière annuité d'emprunt a été réglée en 2017. Un nouvel emprunt, d'environ 100K€, peut être envisagé en 2023 pour financer des travaux de reprise de toiture du bâtiment.
- ✧ **Budget du pôle industriel Toul Europe** : les opérations engagées par la Communauté ont vocation à se financer par les cessions de parcelles. Pour autant, afin de minimiser les frais financiers pour la durée du portage de l'opération, des avances remboursables du budget principal ont été opérées à hauteur de 700K€.

Compte tenu des taux bas actuels, les consultations bancaires privilégieront des taux fixes.

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC21 pour le 06/03/2023³¹

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

D/ LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Afin de financer l'exercice des compétences qui lui sont dévolues, la Communauté dispose de diverses ressources.

La fiscalité

S'agissant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, les choix d'évolution tarifaire seront opérés dans le cadre de l'examen du budget suite à la réflexion engagée sur le niveau de tarif (cf. page 20), avec la première estimation suivante :

	Produit 2014	Produit 2015	Produit 2016	Produit 2017	Produit 2018	Produit 2019	Produit 2020	Produit 2021	Produit 2022	Estim. 2023
TEOMi (et TEOM ou REOM antérieurement)	3 593 509	3 504 372	3 491 755	3 531 635	3 567 669	3 545 938	3 536 226	3 539 613	3 657 288	4 800 000

Après la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales compensée par une fraction de TVA nationale et la diminution de moitié des impositions foncières des locaux industriels compensée par une hausse de l'allocation compensatrice versée par l'Etat, le « panier fiscal » de la CC2T est de nouveau modifié en 2023 du fait des réformes fiscales : tel que présenté précédemment, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est remplacée dans le budget principal de la CC2T en 2023 par une **nouvelle fraction de TVA nationale**.

L'évolution des bases de la fiscalité locale des locaux à usage d'habitation est calculée à partir de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (article 1518 bis CGI), soit pour 2023 un coefficient d'actualisation de 7,1%.

Pour le budget principal, aucune modification des taux n'est envisagée en 2023 :

	TMP depuis 2018 CC2T	Taux moy. nat. CC à FPU *	Bases notifiées pour 2022 en K€	Bases estimées pour 2023 en K€	Produit estimé pour 2023
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	22,26%	25,14%	16 181	16 618	3 699 142
Taxe foncière sur le bâti (TFB)	1,30%	2,66%	52 664	56 577	735 506
Taxe d'habitation sur les rés. sec. (THRS)	10,05%	8,32%	1 776	1 909	191 841
Taxe foncière sur le non bâti (TFNB)	2,36%	7,71%	1 229	1 229	29 004
				Réal. 2022	Prév. 2023
Fraction de taxe sur la valeur ajoutée nationale (TVA)				6 297 049	9 305 779
Cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)				2 608 885	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)				1 170 185	1 170 185
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)				783 258	783 258
Taxe additionnelle foncière sur le non bâti (TAFNB)				46 748	46 748

* Source : circulaire ministérielle de calcul de la DGF 2022

La Communauté doit reverser à l'Etat, chaque année, 1,3M€ au titre du fonds national de garantie individuel des ressources (FNGIR neutralisant l'impact de la réforme de la taxe professionnelle de 2011).

La Communauté reverse également des attributions de compensations positives aux communes, d'un montant de 8,1M€. Elle perçoit par ailleurs 0,15M€ d'attributions de compensation négatives.

Tel qu'acté dans le cadre du second volet du pacte fiscal et financier entre Communes et Communauté, la création d'une Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) versée aux communes et portée à 700 000 € en 2022 apparaît dans le budget communautaire comme une atténuation de produits fiscaux. **Les flux en matière de foncier bâti perçu par les communes sur les zones communautaires, éventuels reversements d'IFER ou progression de DSC seront traités par décision modificative ; un séminaire sera par ailleurs organisé pour préparer un troisième volet du pacte fiscal et financier.**

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Le mécanisme de péréquation est désormais maintenu à un milliard d'euros par an. L'ensemble intercommunal agrégé est désormais uniquement contributeur du fonds, la garantie dégressive s'étant éteinte en 2020. Dans le cadre du second volet du pacte fiscal et financier entre Communes et Communauté, il est acté que l'intercommunalité prenne en charge le prélèvement, ce qui nécessite chaque année une décision unanime du conseil communautaire.

Le montant estimé de la prise en charge du prélèvement est de 290K€ pour 2023. Entre 2017 et 2022, la contribution de la CC2T pour les communes (bonification de la garantie et prise en charge du prélèvement) a représenté 631 256 €.

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 06/03/2023³²

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

Les dotations et subventions perçues

La principale dotation perçue par la Communauté reste la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), qui se compose de deux parts :

- la dotation d'intercommunalité, réformée en 2019,
- la dotation de compensation, correspondant à un montant figé au titre des baisses de dotation de 1998 et 2001, et de l'ancienne « part salaires » de la taxe professionnelle, à laquelle est appliquée chaque année une diminution.

Les effets de la réforme de la fiscalité directe locale sur la dotation perçue restent à mesurer et les éventuelles évolutions législatives en matière d'indicateurs financiers et de dotations sont à suivre.

	Réalisation 2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	Réalisation 2020	Réalisation 2021	Réalisation 2022	Prévision 2023 sous réserves
Dotation d'intercommunalité	444 530	445 151	486 049	533 956	582 131	642 484	690 926
Dotation de compensation	1 831 987	1 793 732	1 752 546	1 720 504	1 686 620	1 649 623	1 613 438

La Communauté reçoit par ailleurs d'autres dotations et subventions, notamment les allocations versées par l'Etat pour compenser les pertes de fiscalité directe locale (environ 2,2M€ prévus pour 2023), les aides perçues par le chantier d'insertion de la Communauté (250K€), les aides relatives aux services faisant l'objet de budgets annexes (concours des éco-organismes et aides spécifiques de l'ADEME pour le budget TEOM et prime à l'épuration versée par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse pour le budget assainissement), les aides de la CAF et de la MSA pour le fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye, de Manonville et du Relais Petite Enfance (RPE), et pour l'aire d'accueil des gens du voyage, etc.

Les redevances et diverses recettes

Les redevances concernent notamment la redevance d'eau potable et la redevance d'assainissement collectif, pour lesquelles la CC2T a été contrainte, après une pause de 3 ans, de relever les tarifs au 1^{er} janvier 2023, ainsi que les surtaxes collectées par les délégataires, les droits d'entrée du centre aquatique Ovive, la contribution des parents au fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye et Manonville et les droits des aires d'accueil des gens du voyage...

La Communauté a par ailleurs engagé une première modification du financement du service facultatif d'enlèvement des déchets professionnels. Elle sera amenée à décider en 2023 de l'harmonisation au sein du territoire de son financement. Un groupe de travail a été constitué dans ce cadre.

Les autres recettes concernent les reventes des matières recyclables issues de la collecte sélective des déchets, les recettes des prestations du chantier d'insertion pour les communes, les loyers encaissés, etc.

E/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Les dépenses (ou atténuations de produits) de la Communauté se caractérisent par une très forte rigidité : une dépense est dite « rigide » si elle est subie et reconduite dans le temps, sans que la collectivité ne puisse aisément décider de la réduire. Cela est particulièrement évident pour les attributions de compensation positives, le prélèvement au titre du FNGIR et les intérêts de la dette.

Les participations estimées pour 2023 (pour 3,38M€ au total) comprennent :

- La contribution au service départemental d'incendie et de secours (SDIS), dont la hausse liée au nouveau mode de calcul, défavorable au territoire, est étalé sur 20 ans : 1 727K€
- La contribution au syndicat mixte Grand Toulousain : 800K€ (à confirmer)
- Les cotisations au Pays Terres de Lorraine et aux organismes satellites (Maison du Tourisme, Agence de développement Nancy Sud Lorraine Lorr'up , Mission Locale) : 570K€,
- La contribution au service mutualisé Terres de Lorraine Urbanisme (TDLU) au titre du SIG : 50K€ (à confirmer)
- La contribution à la Multipôle Sud Lorraine : 68K€ (à confirmer)
- La contribution à l'EPTB : 144K€
- Les cotisations aux instances représentatives et de conseil (ADM54, ADCF, Citoyens & Territoires) : 12K€
- Les contributions à la plateforme d'ingénierie départementale (EPA Dév.54), au Sillon Lorrain, au CAUE et au PNRL : 11K€

A titre indicatif, hors cotisations versées (article 6281), les charges à caractère général (chapitre 011 consolidé) estimées pour 2023 (≈13,5M€) relèvent pour environ 40% du budget des ordures ménagères, 38% des budgets eau et assainissement, et moins de 3% du budget mobilité (charges portées par le délégataire afférent).

Il peut être noté que les tensions inflationnistes, notamment en matière d'énergie, se répercutent sur les différents budgets de la Communauté, avec des coefficients de révision au 1^{er} janvier 2023 sur les différents marchés et délégations fortement haussiers.

Au budget principal, une attention particulière est portée sur la gestion de l'activité du centre aquatique Ovide dont les charges et produits évoluent comme suit :

<i>Suivi analytique</i>	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Produits du centre aquatique	718 757	769 971	741 474	369 386	389 801	600 167
Produits annulés (remboursements covid)	0	0	0	-50 839	-74 234	0
Charges directes de personnel	849 217	837 694	818 101	806 490	811 706	907 855
Fluides et énergie	367 514	370 116	377 035	302 503	274 618	404 176
Autres charges directes	170 371	178 608	160 315	154 476	156 339	177 270
Déficit de fonctionnement direct	668 345	616 447	613 977	944 921	927 096	889 133
<i>Charges d'intérêt du financement du centre</i>	<i>189 693</i>	<i>181 595</i>	<i>173 509</i>	<i>165 772</i>	<i>157 150</i>	<i>144 378</i>
<i>Charges indirectes</i>	<i>49 083</i>	<i>49 612</i>	<i>53 830</i>	<i>58 343</i>	<i>59 235</i>	<i>61 281</i>
<i>Amortissement du bâtiment</i>	<i>416 889</i>	<i>416 889</i>	<i>416 889</i>	<i>416 889</i>	<i>416 889</i>	<i>416 889</i>

Le déficit d'exploitation de l'équipement devrait progresser en 2023. De manière prudente, les produits pour 2023 sont évalués à 650K€. Les dépenses de fluides et énergie d'Ovide sont estimées à 503K€, en progression de 33% par rapport à l'année de référence 2019 (les années intermédiaires étant atypiques du fait de situation sanitaire).

Les dépenses de personnel

Nota bene : pour les services des ordures ménagères, de l'eau potable et de l'assainissement (mais pas du pluvial), et de la mobilité, la masse salariale est initialement portée par le budget principal et répercutée aux budgets annexes.

Dans le cadre du débat d'orientation budgétaire de 2023, la seule éventuelle création de poste envisagée à ce stade concerne un renfort du service des ordures ménagères pour accompagner les évolutions en cours et suivre la gestion des biodéchets.

La prévision de masse salariale tient notamment compte de l'impact en année pleine des refontes de grilles et revalorisation du point d'indice, des recrutements intervenus en 2022. Elle tient également compte de la réintégration dans la masse salariale de la cotisation complémentaire au Centre de Gestion, d'une potentielle revalorisation des prestations sociales et/ou régimes indemnitaires versés aux agents, des autres évolutions réglementaires et de la progression de carrière des agents (« glissement vieillesse / technicité »).

Pour mémoire un poste reste à pourvoir domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2022	Prévision 2023
Eau potable et assainissement (y c. indirectes)	1 076 449	1 120 000

En matière d'ordures ménagère, la Communauté gère en régie la relation aux usagers, la prévention et le haut de quai des déchèteries de Toul et Fontenoy-sur-Moselle.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2022	Prévision 2023
Déchets ménagers (y c. indirectes)	779 708	820 000

Un renfort de l'équipe du centre aquatique s'avèrera nécessaire pour assurer les missions de surveillance et de maintenance technique lorsque l'extension d'Ovive aura été réalisée.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2022	Prévision 2023
Centre aquatique (y c. indirectes)	969 136	1 010 000

En matière de petite enfance, la Communauté gère le centre multi accueil Crechendo de Bois-de-Haye, le centre multi accueil La Clé des Champs de Manonville et le Relais Petite Enfance (RPE). L'encadrement nécessaire à l'activité est majoritairement financé par les aides de la Caisse d'Allocations Familiales, ainsi que par les participations des familles.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2022	Prévision 2023
Petite enfance (y c. indirectes)	978 770	1 020 000

Le pôle développement et aménagement est fortement investi sur toutes les questions d'aménagement des zones d'activités, économie, tourisme, habitat et urbanisme, Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)... La masse salariale intègre la quote-part du service de manager de territoire mutualisé avec la commune de Toul.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2022	Prévision 2023
Développement et aménagement	389 893	435 000
Mobilité (y c. indirectes)	118 900	130 000

Les autres services concourent au fonctionnement de la Communauté, le cas échéant en soutien des communes.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2022	Prévision 2023
Nature / GEMAPI / pluvial	214 648	230 000
Service technique et d'insertion / gens du voyage	1 120 188	1 170 000
Autres moyens généraux non affectés	348 058	365 000

La prévision de masse salariale (avant refacturation des budgets annexes) s'établit ainsi provisoirement à 6,3M€ (+5% par rapport au réalisé de 2022), soit 27% des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal envisagées pour 2023 (la moyenne nationale des Communautés de Communes à Fiscalité Professionnelle Unique se situe à 40,8% - source DGCL « Les collectivités locales en chiffres 2022 »).

Des adaptations devront être opérées du fait des temps de repos liés aux astreintes. Il n'est pas prévu d'autre modification du temps de travail (régime des 35 heures appliqué) en 2023.

Rappel 2022	Rémunérations principales (titulaires)	64111	2 279 085
	NBI, supplément familial, IR	64112	70 100
	Autres indemnités (titulaires)	64118	349 694
	<i>Dont heures supplémentaires</i>		45 679
	Rémun. non titulaires et insertion	6413/6/7	1 509 393

F/ BALANCES GENERALES DE FONCTIONNEMENT

La traduction budgétaire de l'ensemble des éléments présentés précédemment se traduit, provisoirement, par les grandes masses suivantes pour le budget principal :

Chap.	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Réalisation 2022	Prévisions 2023	Chap.	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Réalisation 2022	Prévisions 2023
002	Résultat de fonct. reporté	1 317 000	2 627 952				
013	Atténuation de charges	99 327	30 000	011	Charges à caractère général	2 587 590	3 150 000
70	Produits du domaine et ventes div.	3 120 925	3 200 000	012	Charges de personnel	5 995 751	6 300 000
73	Impôts et taxes	15 591 594	16 161 820	014	Atténuation de produits	10 401 189	10 470 000
74	Dotations et participations	5 728 646	5 600 000	65	Autres charges de gest. courantes	2 928 951	3 200 000
75	Autres produits de gest. courante	123 925	132 000	66	Charges financières	175 392	185 000
77	Produits exceptionnels	84 299	65 000	67	Charges exceptionnelles	15 045	25 000
78	Reprises sur provisions	0	0	68	Dotations aux provisions	0	0
	RECETTES REELLES DE FCT	26 065 717	27 816 772		DEPENSES REELLES DE FCT	22 103 918	23 330 000

A ce stade, la prospective financière, établie sur la base des éléments connus, laisse augurer une épargne brute du budget principal maintenue.

Dans les hypothèses projetées et avec 6 M€ d'emprunts supplémentaires, la capacité de désendettement courante du budget principal à fin 2026 pourrait osciller entre 3 et 8 ans, avec une amélioration attendue fin 2023 en l'absence de nouvel emprunt cette année.

ANNEXE 1 – Tableau des effectifs au 1^{er} janvier 2023 (emplois permanents)

GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EMPLOIS BUDGETAIRES			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDG. EN E.T.P. AU 01/01/23		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		4	0	4	3,9	0	3,9
Directeur général des services	A	1		1	1		1
Directeur général adjoint des services	A	3		3	2,9		2,9
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		34	4	38	28,4	2	30,4
Attaché hors classe	A	0 +2*		2			0
Attaché principal	A	1 +2*		3	1		1
Attaché	A	5		5	4,8		4,8
Rédacteur principal 1ère cl.	B	4		4	3		3
Rédacteur principal 2ème cl.	B	4		4	4		4
Rédacteur	B	1	1	2	1	0,5	1,5
Adjoint administratif principal 1ère cl.	C	6	1	7	5,5	1	6,5
Adjoint administratif principal 2ème cl.	C	3	2	5	3,5	0,5	4
Adjoint administratif	C	6		6	5,6		5,6
FILIERE TECHNIQUE (c)		40	4	44	32,64	6,57	39,21
Ingénieur principal	A	2		2	1	1	2
Ingénieur	A			0			0
Technicien principal 1ère cl.	B	4		4	3	1	4
Technicien principal 2ème cl.	B	0 +1*		1			0
Technicien	B	1		1		1	1
Agent de maîtrise principal	C			0			0
Agent de maîtrise	C	1		1	1		1
Adjoint technique principal 1ère cl.	C	2		2	1	1	2
Adjoint technique principal 2ème cl.	C	15	1	16	13,5	1	14,5
Adjoint technique	C	14	3	17	13,14	1,57	14,71
FILIERE MEDICO-SOCIALE (d)		11	1	12	8,28	2	10,28
Puéricultrice hors classe	A	2	0	2	1,75		1,75
Puéricultrice de classe supérieure	A			0			0
Puéricultrice	A			0			0
Educateur principal de jeunes enfants	A			0			0
Educateur de jeunes enfants	A	1		1	1		1
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure.	B	3	1	4	3,73		3,73
Auxiliaire de puériculture	B	5		5	1,8	2	3,8
FILIERE SPORTIVE(e)		8	0	8	5	2	7
Conseiller des A.P.S principal 1ère cl.	A	0		0	0		0
Conseiller des A.P.S principal 2ème cl.	A			0			0
Conseiller des A.P.S	A			0			0
Educateur des A.P.S principal 1ère cl.	B	4		4	3		3
Educateur des A.P.S principal 2ème cl.	B			0			0
Educateur des A.P.S	B	4		4	2	2	4
FILIERE ANIMATION (f)		7	4	11	8,77	1	9,77
Animateur principal 1ère cl.	B			0			0
Animateur principal 2ème cl.	B			0			0
Animateur	B	1		1		1	1
Adjoint d'animation principal 1ère cl.	C			0			0
Adjoint d'animation principal 2ème cl.	C	3		3	3		3
Adjoint d'animation	C	3	4	7	5,77		5,77
DROIT PRIVE SPIC Eau et assainissement (g)		21	0	21	0	17	17
(convention collective de l'eau et l'assainissement)	VIII			0			0
	VII			0			0
	VI	1		1		1	1
	V	5		5		5	5
	IV	8		8		6	6
	III	7		7		5	5
TOTAL GENERAL (a+b+c+d+e+f+g)		125	13	138	86,98	30,57	117,55

* Poste correspondant à un détachement sur emploi fonctionnel ou de droit privé (ne sera pas pourvu).

Mis en ligne le 06/03/2023 à 16h13

Rapport d'orientation budgétaire de la CC21 pour le 06/03/2023³⁷

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20230302-2023_01_04-

ANNEXE 2 - Etat annuel présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil communautaire

Cet état doit être présenté chaque année (art. L5211-12-1 CGCT).

Les indemnités de toutes natures dont ont bénéficié les élus siégeant au sein du conseil communautaire, au titre de l'année 2022, au sein de la Communauté et au sein de tout syndicat mixte ou de toute société d'économie mixte locale, société publique locale ou société d'économie mixte à opération unique, sont les suivantes :

Nom et prénom de l' élu	Mandat ou fonction	Indemnités (les sommes numériques sont annuelles, en euros et en brut)	Avantages en nature (les sommes numériques sont annuelles, en euros et en brut)
M. Fabrice CHARTREUX	Président de la Communauté de Communes Terres Toulaises	Indemnités de fonction : 28 493,70	NEANT
	Vice-Président de la Multipôle Nancy Sud Lorraine (fin sept. 2022)	Indemnités de fonction : 3 080,94	NEANT
M. BOCANEGRA Jorge	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
	Président du Syndicat Mixte Grand Toulois (SMGT)	Indemnités de fonction : 12 152,58	NEANT
M. CLAUDON Jean-Louis	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
M. COUTEAU Jean-Pierre	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
	Vice-Président de la Multipôle Nancy Sud Lorraine (depuis oct. 2022)	Indemnités de fonction : 1 050,00 €	NEANT
M. GUYOT Laurent	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
M. HARMAND Alde	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
M. HEYOB Olivier	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
M. MONALDESCHI Philippe	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
M. PAYEUR Emmanuel	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
M. PICARD Denis	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
Mme SAUVAGE Catherine	Vice-Présidente CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
M. SILLAIER Roger	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
M. STAROSSE Jean-Luc	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 10 922,58	NEANT
	Vice-Président de l'EPTB Meuthe-Madon (syndicat mixte)	Indemnités de fonction : 4 516,68	NEANT
M. ARNOULD Raphaël	Conseiller délégué CC2T	Indemnités de fonction : 2 849,34	NEANT
M. COLIN Xavier	Conseiller délégué CC2T	Indemnités de fonction : 2 849,34	NEANT
Mme GUEGEN Marie	Conseillère déléguée CC2T	Indemnités de fonction : 2 849,34	NEANT
Mme POIRSON Elisabeth	Conseillère déléguée CC2T	Indemnités de fonction : 2 849,34	NEANT
	Conseillers communautaires CC2T sans délégation	NEANT	NEANT